 Département de l'information des Nations Unies

# AfriqueRenouveau

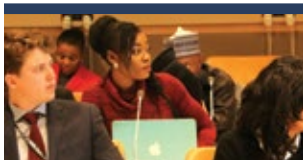


Édition spéciale 2017

[www.un.org/africarenewal/fr](http://www.un.org/africarenewal/fr)

**## Investir  
# dans la  
## jeunesse**

**##**  
Édition spéciale :  
**Jeunes**  
**##**  

## 3

INTRODUCTION

**Dividende ou bombe à retardement**

### JEUNES & ÉDUCATION

- 10** Universités entrepreneuriales : associer recherche et affaires
- 12** Le potentiel des cours en ligne

### PORTRAIT

- 16** L'agro-industrie rentable et 'cool' !
- 18** Il est temps que les jeunes s'engagent
- 20** Des femmes dans l'univers très masculin de l'informatique
- 22** Star à Nollywood : au-delà du talent
- 24** Maroc : créer des opportunités dans les TIC pour les jeunes entrepreneurs

### JEUNES AMBASSADEURS

- 34** ODD: les jeunes peuvent aider
- 36** Financer les petits exploitants agricoles
- 38** Postes à responsabilité : les jeunes encore sous-représentés

### À LIRE ÉGALEMENT

- 4** L' « économie du savoir »
- 6** L'avenir dépend de la jeunesse
- 14** Le chômage des jeunes à l'ombre de la croissance économique
- 25** Les femmes à l'assaut de l'entrepreneuriat
- 26** Qui protégera nos filles ?
- 28** Le périlleux attrait de l'Europe
- 30** Souvenirs d'un ex-enfant soldat
- 31** Rendre les ODD accessibles\*

\*Mis à jour

**En couverture :** *Jeune femme au K-Lab (labo du savoir), Kigali, Rwanda.* Panos/Sven Torfinn

Afrique Renouveau (ISSN 2517-9837) est publiée en anglais et en français par la Division de la communication stratégique du Département de l'information des Nations Unies. Toutefois son contenu ne reflète pas nécessairement les vues des Nations Unies ou des organisations

soutenant la publication. Les articles de cette publication peuvent être reproduits librement, à condition de mentionner l'auteur et la source, "ONU, Afrique Renouveau". Merci de nous en adresser une copie. Les photos protégées par un droit d'auteur ne peuvent être reproduites.



*Des jeunes à Nairobi, Kenya.* Joseph Mathenge

## AfriqueRenouveau

### Rédacteur en chef

Masimba Tafirenyika

### Chef d'édition

Zipporah Musau

### Secrétaire de rédaction

Kingsley Ighobor

### Rédaction

Franck Kuwonu

### Recherche & Liaison média

Pavithra Rao  
Eleni Mourdoukoutas  
Ihuoma Atanga

### Design & Production

Paddy D. Ilos, II

### Administration

Dona Joseph

### Distribution

Atar Markman



Afrique Renouveau est publié au siège des Nations Unies à New York sur papier recyclé.

### Prière d'adresser toute

#### correspondance au :

Rédacteur, Afrique Renouveau  
Bureau S-1032  
Nations Unies, NY 10017-2513, E.-U.  
Tél : (212) 963-6857, Fax : (212) 963-4556

**E-mail :** [africarenewal@un.org](mailto:africarenewal@un.org)

### Abonnez-vous à Afrique Renouveau

Afrique Renouveau offre un abonnement gratuit à toute personne qui en fait la demande. Veuillez communiquer avec la Distribution en nous écrivant à notre adresse postale ou par courriel à l'adresse suivante : [africarenewal@un.org](mailto:africarenewal@un.org). Pour les institutions, l'abonnement annuel s'élève à trente-cinq dollars, payables par mandat international ou chèque (en dollars des Etats-Unis) tiré sur une banque des Etats-Unis, et libellé à l'ordre des Nations Unies.



[www.un.org/africarenewal/fr](http://www.un.org/africarenewal/fr)



[facebook.com/afriquerenouveau](https://facebook.com/afriquerenouveau)



[twitter.com/ONUAFrique](https://twitter.com/ONUAFrique)

En 2017, l'Union africaine a célébré « L'Année de Valorisation du dividende démographique de l'Afrique : investir dans la jeunesse »... L'occasion pour cette édition spéciale de s'intéresser aux nombreux défis et opportunités des jeunes Africains, dans des domaines aussi variés que la formation professionnelle, les technologies, l'entrepreneuriat ou l'agrobusiness.



Des participants au Forum de la Jeunesse des Nations Unies, qui s'est tenu à New York en janvier de cette année. © Afrique Renouveau/Ihuoma Atanga

## Dividende ou bombe à retardement

“ **O**n parle de dividende démographique pour l'Afrique. Or ce que nous constatons aujourd'hui n'est pas un dividende, mais une simple explosion démographique”, déclare Ahmad Alhendawi, l'ancien envoyé pour la jeunesse de l'Organisation des Nations Unies (ONU). “Un dividende est le produit de vos investissements. Si vous investissez intelligemment, vous obtenez des résultats. Mais cela ne se fait pas tout seul.”

Les statistiques de l'ONU indiquent que l'Afrique est le continent où la part des moins de 18 ans est la plus importante. Cette population devrait doubler d'ici à 2050, ce qui pèsera encore davantage sur des ressources déjà limitées.

En fonction des mesures prises par les gouvernements, l'augmentation exponentielle de la jeunesse peut se transformer aussi bien en bombe à retardement qu'en dividende démographique, notion que les experts de l'ONU définissent comme l'accélération de la croissance économique résultant de la supériorité en nombre des

personnes actives (entre 15 et 64 ans) sur les personnes ne travaillant pas (les moins de 14 ans et les plus de 65 ans).

Le scénario adverse est l'explosion démographique caractérisée par un taux de chômage élevé et d'importants mouvements de contestation menant à l'instabilité politique. Ces jeunes désœuvrés partent à la recherche d'une vie meilleure en Europe au péril de leur vie et représentent une mine pour les rebelles et les groupes extrémistes en quête de nouvelles recrues.

Cette bombe à retardement peut être désamorcée si les gouvernements investissent judicieusement. Mais comment y parvenir? Des experts de tous horizons ont émis des suggestions.


Les gouvernements devraient investir dans des projets qui génèrent des emplois ou favorisent la création d'entreprises, rendre l'agriculture plus attrayante, promouvoir la technologie, améliorer les compétences des étudiants et faire en sorte que les programmes soient adaptés aux besoins du marché. Ils devraient également adopter et mettre en œuvre des lois qui mettent fin aux pratiques

qui encouragent le mariage des enfants et empêchent la scolarisation des jeunes filles, promouvoir l'égalité des genres, soutenir les femmes, sévir sur les grossesses chez les adolescentes et lutter contre les maladies transmissibles.

Les dirigeants déclarent souvent qu'ils sont prêts à écouter les jeunes et à les consulter lorsqu'ils conçoivent des politiques qui les concernent. En réalité, ces décisions sont souvent prises avec peu voire aucune participation des jeunes. Les dirigeants obtiennent alors des politiques supposées améliorer la vie des jeunes mais qui sont en fait très éloignées de leurs préoccupations.

La jeunesse souhaite qu'on la prenne au sérieux. Lors du Forum mondial des jeunes 2017, la mention par Frederick Shava, l'actuel président du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC), des “évaluations précises et honnêtes” réalisées par les jeunes eux-mêmes, constitue à ce titre un signal encourageant. Il a ainsi promis de renforcer leurs voix et leur participation dans “la construction de l'avenir dont nous rêvons” en Afrique. 🇳🇬



Des jeunes travaillent sur des ordinateurs portables au K Lab (Knowledge Lab), un pôle technologique installé à Kigali, au Rwanda.  Panos/Sven Torfinn

## LES JEUNES ET LES TIC

# L' « économie du savoir »

De nouvelles plateformes pédagogiques transmettent le savoir et stimulent l'innovation

PAR JACOB KUSHNER

**Q**uelque part entre l'équateur et la ville kényane de Nanyuki, cinq étudiants dans une salle de classe regardent une vidéo YouTube expliquant comment extraire l'aluminium à partir de la bauxite. « C'est tellement simple à faire une fois qu'on a vu la vidéo », s'exclame Kenneth Karue, 19 ans.

Il y a deux ans, l'école secondaire de Gakawa n'avait pas accès à Internet. Mais, grâce à une initiative de Mawingu Networks, un fournisseur de services Internet à énergie solaire, les jeunes Kényans des régions rurales surfent sur la toile pour la première fois, avec des résultats surprenants.

Certains d'entre eux espèrent faire carrière dans le secteur florissant des

technologies de l'information et de la communication (TIC). La Banque mondiale a estimé qu'en 2016 les pays d'Afrique allaient investir entre 155 et 180 milliards de dollars dans le secteur des TIC, ce qui représente 6 à 7% du produit intérieur brut (PIB) africain. Toutefois, les jeunes soutiennent que des obstacles majeurs les empêchent de trouver un emploi dans ce secteur.

« Nous avons beaucoup de jeunes. Malheureusement, ils viennent de quartiers où les possibilités pour les jeunes sont réduites », regrette Tim Nderi, directeur général de Mawingu Networks.

Depuis 2013, Microsoft investit dans Mawingu Networks, en partant du principe que si l'on permet aux jeunes d'accéder à l'univers numérique ils pourront plus tard y trouver un emploi.

Toutefois, « Les gens ont-ils accès à Internet, et cet accès est-il abordable ? », s'est interrogé Anthony Cook de Microsoft lors d'un entretien accordé à *Afrique Renouveau*. « Lorsque l'on envisage de passer à une économie du savoir, il faut pouvoir amener avec soi la plus grande partie de la population. »

En octobre 2016, le réseau Internet de Mawingu comptait dix mille utilisateurs répartis dans quatre comtés du Kenya.

De nombreux pays africains ont adopté l'idée d'une *économie du savoir*, terme inventé dans les années 1960 pour décrire les économies où la production et l'utilisation du savoir sont primordiales. Les établissements universitaires et les entreprises qui mènent des activités de recherche et de développement sont des

pilliers importants de ce type de système, tout comme ceux qui appliquent ce savoir : les programmeurs qui développent de nouveaux logiciels et moteurs de recherche pour utiliser les données, ainsi que les agents de santé qui les utilisent pour améliorer les traitements.

Certains gouvernements ont commencé à employer des jeunes formés aux technologies dans le secteur public. Au Kenya, où l'on estime que 5 millions de jeunes sont au chômage, le programme présidentiel pour talents numériques a recruté 400 diplômés universitaires pour travailler sur des projets majeurs au sein de différents ministères. La Banque mondiale a lancé l'an dernier un partenariat public-privé de 150 millions de dollars sur 5 ans pour aider 280 000 jeunes chômeurs kényans à découvrir les possibilités d'emploi et suivre une formation qui favorisera leur employabilité.

Mais ailleurs sur le continent, les initiatives gouvernementales de ce type ont échoué. Trois ans après son lancement en 2013, Innovate Lagos, un incubateur TIC financé par le gouvernement nigérian et dont l'objet était de préparer les jeunes et les autres entrepreneurs à « stimuler la croissance et le développement par le biais de l'innovation », ne possède même plus le nom de domaine de son site Internet.

## Place aux jeunes

Pour ceux qui se préparent à une carrière dans les TIC, l'accès à Internet et à l'éducation est une condition préalable fondamentale. Heureusement, dans des pays comme le Nigéria, l'Internet mobile devient tout à fait abordable.

« Récemment, le prix des données au Nigéria a chuté de plus de 50 %. Pour 1,5 dollar à peine, vous avez accès à Internet tous les mois », dit Adeloye Olanrewaju, un entrepreneur nigérian qui a cofondé SaferMom, un site Web qui offre aux femmes enceintes un accès aux informations relatives à la santé et à la grossesse par le biais d'un téléphone portable. « La pénétration d'Internet va augmenter, les gens vont surfer en plus grand nombre, et les secteurs comme le nôtre vont recevoir plus d'attention, » prédit-il.

Par « attention », il entend l'investissement dans les possibilités d'éducation et d'emploi. « Les jeunes Nigériens sont

## Former des jeunes technophiles

PAR JACOB KUSHNER

Tandis que le secteur des TIC se développe en Afrique, de nombreux jeunes Africains travaillent dur, actualisant leurs compétences pour les emplois de demain. C'est surtout dans une école de programmation privée de Nairobi, l'école Moringa, qu'on peut les trouver.

Le programme phare de Moringa forme des jeunes technophiles kényans aux différents langages de programmation sur 4 mois et offre des cours de perfectionnement dans des domaines prometteurs comme le développement mobile. À seulement 1 200 dollars, il coûte bien moins cher qu'un diplôme universitaire. Cela explique peut-être en partie pourquoi ce programme suscite une très forte demande : l'école a ouvert ses portes il y a à peine un peu plus de deux ans, mais elle reçoit encore 400 demandes pour seulement 27 places.

Ceux qui ont la chance d'y être admis font partie des jeunes programmeurs les plus qualifiés de Nairobi. Certains sont diplômés en informatique des meilleures universités du Kenya. D'autres ont remis leurs études universitaires à plus tard ou les ont tout simplement abandonnées.

Avant de s'y inscrire, Ian Munene, 24 ans, fréquentait l'une des meilleures universités kényanes dans le domaine des études technologiques. Mais, selon lui, ses professeurs étaient trop axés sur la théorie qui sous-tend l'innovation pour

pouvoir en enseigner la pratique de manière satisfaisante.

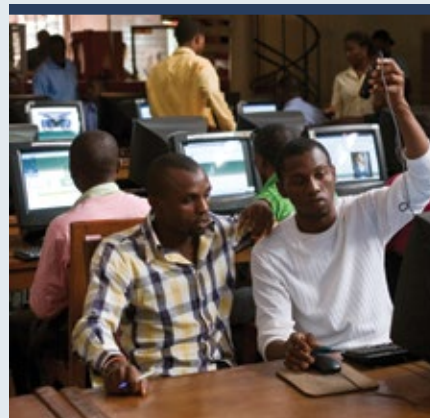
Une fois son diplôme obtenu, M. Munene dit qu'il « a tenté de trouver un emploi, mais d'après les commentaires qui lui ont été faits, il n'était pas prêt ». On lui a dit qu'il n'était pas apte à occuper les postes en TIC disponibles. « Il existe un fossé entre l'enseignement universitaire et la réalité du marché de l'emploi », indique M. Munene. « Moringa a comblé ce fossé. »

Bon nombre des diplômés de Moringa travaillent ensuite pour de grandes entreprises internationales ou de l'Afrique de l'Est. Tonee Ndungu, qui a engagé deux des premiers diplômés de Moringa pour rejoindre sa start-up de manuels numériques, Kytabu, a indiqué qu'il devait recruter des programmeurs jusqu'en Inde et au Kazakhstan avant de finir par trouver des programmeurs qualifiés kényans à Moringa. « Ils n'ont tout simplement pas où étudier », a confié M. Ndungu à *Afrique Renouveau*.

Moringa n'est qu'un exemple des nombreuses initiatives visant à préparer les jeunes Africains à des emplois dans les TIC. La société Andela, basée à New York, offre aux Nigériens une e-formation en programmation sur quatre mois et les fait ensuite travailler en tant que programmeurs pour des sociétés ou organisations américaines. Par ailleurs l'an dernier, un partenariat public-privé baptisé Africa Code Week a permis à 89 000 jeunes de 17 pays africains d'écrire leurs premières lignes de code.

« Il y a tant de développeurs. Mais, où sont les bons ? », s'interroge le cofondateur de Moringa Frank Tamre, 28 ans, qui a quitté son emploi de consultant en programmation chez Intel pour lancer Moringa.

« C'est la même chose quand vous allez en Ouganda ou en Tanzanie », dit-il, en parlant de la jeunesse urbaine éduquée d'Afrique. « La plupart d'entre eux veulent être créateurs. » Mais avec des possibilités éducatives pratiques comme Moringa à leur disposition, il espère qu'ils pourront satisfaire leurs ambitions créatives.



Etudiants nigériens dans une salle informatique. © Panos/Leo Erken

voir page 43

# L'avenir dépend de la jeunesse

— Ahmad Alhendawi, ancien envoyé pour la jeunesse de l'ONU

**Ahmad Alhendawi** a été l'Envoyé du Secrétaire général de l'ONU pour la jeunesse de 2013 à 2017. Durant cette période, il a parcouru le monde, se rendant en Afrique 15 fois et plaidant pour l'autonomisation des jeunes. M. Alhendawi a quitté ses fonctions à l'ONU en février dernier pour occuper le poste de Secrétaire général de l'Organisation mondiale du mouvement scout. Avant de quitter New York, il a accordé un entretien à **Kingsley Ighobor** d'*Afrique Renouveau* pour parler de ses réalisations et des difficultés qu'il a rencontrées à l'ONU, ainsi que des espoirs qu'il nourrit pour la jeunesse africaine.

## Afrique Renouveau : Comment résumeriez-vous vos quatre années passées comme Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse ?

M. Alhendawi : Ce fut une expérience sans pareil. J'ai intégré l'ONU à l'âge de 27 ans, en tant que conseiller principal auprès du Secrétaire général. L'ONU travaillait déjà sur les questions liées à la jeunesse, mais ma nomination a mis en évidence l'importance croissante de ces questions au sein du Secrétariat de l'ONU. Lorsque les jeunes entrepreneurs me demandaient quel était mon travail, je leur répondais que « j'étais à la tête d'une start-up ». C'était mon sentiment, car nous étions partis de pas grand-chose. Nous n'avions pas de personnel, pas de budget ni de mandat, et tout était à faire. Nous avons heureusement bénéficié d'un soutien considérable. Nous avons vu la question de la jeunesse gagner en ampleur et en reconnaissance. J'ai également parcouru le monde, pour rencontrer des jeunes et impliquer les États membres et cela a été une expérience incroyablement enrichissante.

## Étiez-vous dépassé au départ ?

J'étais totalement dépassé lors de mon arrivée. Je savais qu'il s'agissait d'une tâche colossale, mais je n'avais pas pris la pleine mesure de sa complexité. Vous en faites davantage quand vous n'êtes pas intimidé par la structure.

## Qu'entendez-vous par « intimidé par la structure » ?

Je veux dire que de nombreuses personnes talentueuses travaillant dans de grandes organisations se laissent décourager par

les structures, par la bureaucratie, par le fait que bon nombre de personnes vous disent : « Non, cela ne fonctionne pas, cela ne fonctionnera pas. »

## Avez-vous été découragé par la structure des Nations Unies ?

Lorsque j'ai intégré l'ONU, je croyais beaucoup en l'institution, et j'y crois encore plus aujourd'hui. Il n'est toutefois pas simple de travailler avec les bureaucraties. Il y a beaucoup de points complexes dont il faut tenir compte. J'en devenais parfois dingue. Cependant, la plupart du temps, je m'en sortais, bâtissais une coalition appropriée, me faisais des amis et parvenais à quelque chose.

## Quelles sont vos deux ou trois réalisations les plus importantes ?

Je dirais que la question de la jeunesse n'a jamais été aussi reconnue qu'à l'heure actuelle, à en juger par le Forum de la jeunesse de l'ECOSOC [Conseil économique et social] qui s'est tenu en janvier. Pour la première fois, l'ONU a organisé un forum qui a réuni les ministres de la Jeunesse des États Membres et a accueilli 129 ministres de la



Jeunesse. Il s'agit là d'une réussite parce que l'ONU doit offrir cet espace afin de faciliter le dialogue et l'organisation de débats, définir des normes et encourager un renforcement de l'entraide.

Le contenu des objectifs de développement durable est aussi une réussite : 60 indicateurs (sur un total de 230) se rapportent au développement des jeunes. Cela parce que les jeunes avaient énormément contribué au processus qui a précédé l'adoption des objectifs de développement durable. Ce n'était pas le cas pour les OMD.

Nous avons aussi la Résolution 2250 du Conseil de sécurité sur la jeunesse, la paix et la sécurité. Pour la première fois de son histoire, le Conseil des droits de l'homme a adopté une résolution sur les jeunes et les droits de l'homme. À Addis-Abeba (Éthiopie), le premier résultat de la Conférence sur le financement du développement met l'accent sur les politiques en faveur de la jeunesse et sur l'épanouissement des jeunes. Pour la première fois, la Commission de consolidation de la paix a mis en place un fonds pour les jeunes et la consolidation de la paix. Et la liste ne s'arrête pas là. Tous les aspects des opérations de l'ONU prêtent désormais attention aux questions relatives aux jeunes.

### **Quel est l'impact de ces résolutions ou de ces cadres sur les jeunes dans les collectivités locales ?**

En fin de compte, on ne peut pas résoudre un problème si on n'en parle pas, pas plus qu'on ne peut le résoudre si on se contente d'en parler. Mon travail consistait à faire en sorte que l'on parle de ces sujets de façon concrète. Maintenant, si vous me demandez si la situation des jeunes s'est améliorée dans les pays, je ne pense pas que l'amélioration soit considérable pour le moment, et c'est pourquoi nous devons en faire davantage.

### **Près de 60 % des chômeurs en Afrique sont des jeunes. Quelles sont les conséquences d'un tel chiffre ?**

Le potentiel de l'Afrique et de sa jeunesse est gaspillé. Si les

Ahmad Alhendawi.

pays se désintéressent de leurs jeunes, ils finissent par devenir des États défailants. L'Afrique compte le plus grand pourcentage de jeunes au monde. On parle d'un dividende démographique pour l'Afrique. Ce que nous avons maintenant en Afrique n'est pas le « dividende », c'est juste un renflement de la population de jeunes.

### **Pourquoi pas un dividende ?**

Le dividende est le résultat de vos investissements. Si vous investissez bien, vous obtenez des résultats : vous obtenez un dividende de la paix et un dividende du développement. Mais cela ne se produit pas tout seul.

### **Vous voulez dire que le manque d'investissements dans la jeunesse mettra en péril les perspectives de paix ou de développement ?**

Oui. De tout temps, il y a eu une corrélation entre la hausse du nombre de jeunes et les transitions. Lorsque les tigres asiatiques avaient trop de jeunes, ils connaissaient une transition économique. L'Europe de l'Est et le Printemps arabe : il s'agissait là de transitions politiques. Je pense qu'il appartient à l'Afrique et à ses dirigeants de décider quelle sera la transition.

### **Ceux qui défendent les droits des jeunes, portent-ils une attention accrue aux perspectives de développement des femmes et des filles ?**

Absolument ! En Afrique du Nord, par exemple, le taux de chômage chez les jeunes femmes et les filles est deux fois plus élevé que chez les jeunes hommes. L'Ouganda enregistre un taux élevé de grossesses chez les adolescentes. C'est simple, les jeunes femmes et les filles ne peuvent pas être nombreuses à garder un emploi et à faire carrière si elles sont victimes de mariages précoces, de grossesses précoces ou de mortalité maternelle élevée. Veiller à ce que les filles soient scolarisées et puissent profiter de leur enfance est crucial pour le développement. Je pense qu'il n'y a plus d'espoir pour une jeune fille mariée ou enceinte à 13 ans. Cela signifie qu'elle va abandonner l'école et qu'elle risque d'être prise dans le cercle vicieux de la pauvreté et de l'analphabétisme.

### **Certaines sociétés africaines tolèrent le mariage des enfants et la grossesse des**

### **adolescentes. Comment pouvons-nous faire tomber ces barrières culturelles ?**

Il faut que les dirigeants locaux, religieux et communautaires, ainsi que les hommes politiques, disent la vérité : laisser les filles terminer leur scolarité et faire des choix éclairés pour leurs vies est essentiel.

### **Bon nombre de pays africains ont élaboré des stratégies pour l'épanouissement de leurs jeunes, mais ces stratégies ne se traduisent pas nécessairement par une vie meilleure pour ces derniers. Qu'est-ce qui fait défaut ?**

Il n'existe pas un seul profil d'échec en ce qui concerne les politiques pour la jeunesse, mais des points communs qui incluent, fondamentalement, un manque de volonté politique sérieuse, un manque de financement et l'absence d'engagement véritable auprès des jeunes. Il y a aussi la faiblesse des structures : les cadres juridiques, la fiscalité, l'accès au crédit, entre autres.

### **L'innovation et la technologie peuvent-elles changer la donne pour les jeunes ?**

Bien sûr. La technologie de l'information possède un énorme potentiel. Mais il faut une main-d'œuvre plus qualifiée, des jeunes plus qualifiés et plus d'investissements dans la jeunesse. Nous voyons de formidables start-ups émerger de l'Afrique, avec de nouveaux individus qui influencent notre manière de travailler.

### **De quelle manière votre nouveau poste concorde-t-il avec vos fonctions à l'ONU ?**

Je serai à la tête d'une organisation qui compte 40 millions de membres. En fait, je suis allé voir le Secrétaire général pour lui faire savoir que j'allais accepter ce poste [Mouvement scout]. Il m'a dit qu'il s'agissait d'une très bonne affaire pour les Nations Unies. « Nous en perdons un, mais en gagnons 40 millions », a-t-il dit. Je pense qu'il a raison. Il faut passer aux choses sérieuses ; nous ne pouvons pas nous contenter de parler des objectifs de développement durable.

### **Comment voyez-vous l'avenir des jeunes en Afrique en particulier ?**

Je suis convaincu qu'il sera radieux, car l'énergie que j'ai vue là-bas, ainsi que les talents, sont sans égal. 🇳🇬

# Frustrée mais peu engagée

PAR FRANCK KUWONU



Des travailleurs défilent contre le chômage des jeunes à Durban en Afrique du Sud.  Reuters/Rogan Ward

Lorsque les forces de l'ordre ont embarqué en décembre 2016 un groupe de manifestants politiques à Banjul, la capitale de la Gambie, la plupart des personnes arrêtées étaient des jeunes. Ceux-ci protestaient contre la décision du président gambien de l'époque, Yahya Jammeh, de rester au pouvoir après avoir initialement reconnu sa défaite face à son adversaire électoral, Adama Barrow. Cédant aux pressions locales et internationales, M. Jammeh a fini par abandonner le pouvoir avant de s'exiler.

Les protestations gambiennes ne constituaient qu'un exemple des séries de manifestations qui ont secoué de nombreux pays du continent ces 10 dernières années. Rien qu'en 2015 et 2016, près de la moitié du continent a connu des manifestations importantes, selon *Africanews*, une chaîne d'information panafricaine.

En Éthiopie, les régions d'Oromia et Amhara ont mobilisé l'attention alors que des foules de gens protestaient presque

tous les jours à cause de problèmes de propriété foncière puis d'exclusion politique. En Afrique du Sud, face à des projets d'augmentation des frais de scolarité, les étudiants ont investi la rue pour exiger des réformes profondes de l'enseignement universitaire.

En République démocratique du Congo (RDC), les incertitudes quant à la fin du mandat constitutionnel du Président Joseph Kabila ont suscité des manifestations et des émeutes dans la capitale, Kinshasa, aussi bien que dans l'ensemble du pays pendant la majeure partie de l'année.

Au Zimbabwe en 2016, à la suite d'une campagne sur les réseaux sociaux contre le mandat prolongé du Président Robert Mugabe, les manifestants sont descendus dans la rue, comme ils l'avaient fait de nombreuses fois ces dix dernières années pour marquer leur opposition au gouvernement.

Les reportages sur les manifestations

mettent régulièrement en lumière la présence active de jeunes mécontents du climat politique et social sur le continent. Parti de Tunisie, le Printemps arabe a été inspiré par des manifestations de jeunes. En Égypte, les jeunes militants ont joué un rôle crucial dans l'instauration d'un nouvel ordre politique qui semble s'être peu à peu défilé, alors qu'en Afrique de l'Ouest, les militants sénégalais de *Y'en a marre* et burkinabé de *Le Balai Citoyen* ont réussi à se mobiliser contre des réformes constitutionnelles dans leurs pays respectifs.

Dans d'autres pays, comme le Burundi, la République centrafricaine et le Gabon, les jeunes ont clamé leur mécontentement face à une variété de questions, notamment la question des élections libres et équitables.

Pourtant, malgré le rôle croissant des jeunes dans les manifestations politiques, les études suggèrent que la participation politique des jeunes de 18 à 35 ans va rarement au-delà de la protestation.



« Les jeunes Africains sont moins susceptibles que leurs aînés de voter aux élections nationales, de mener des activités civiques ou de se joindre à un mouvement de contestation », a expliqué à *Afrique Renouveau* Michael Bratton, professeur de sciences politiques et d'études africaines à l'Université d'État du Michigan aux États-Unis.

Le Professeur Bratton faisait référence à une enquête publiée en août 2016 par Afrobaromètre, un réseau de recherche panafricain indépendant basé au Ghana, qui mène des enquêtes d'opinion publique et dont il est le cofondateur. Menée dans 36 pays à travers le continent, l'enquête a révélé que seulement 65 % des jeunes ayant le droit de vote ont voté à la dernière élection nationale de leur pays, contre 80 % environ pour les personnes âgées.

Alors comment expliquer que les jeunes, bien qu'il manifestent plus souvent que leurs aînés, sont souvent moins impliqués dans les processus politiques sur le continent ?

« La situation n'est pas spécifique à l'Afrique, indique le Professeur Bratton. La tendance est mondiale. »

L'une des principales raisons qui l'expliquent est la réticence générale des jeunes militants du continent à s'associer à la politique partisane, en raison de leur manque de confiance à l'égard des représentants élus actuels. Les jeunes de certains pays pensent souvent que les hommes politiques sont en règle générale corrompus et que ceux qui les rejoignent se laissent gagner par la corruption.

Boniface Mwangi, un jeune militant politique kényan, agitateur et populaire, a suscité l'étonnement dans son pays lorsqu'il a annoncé en 2016 qu'il allait briguer un siège parlementaire en 2017. À l'occasion de la séance de dédicaces de son livre, à New York en janvier, une jeune femme perplexe a confronté M. Mwangi. « Qu'est-ce qui vous fait penser que vous ne deviendrez pas comme eux ? », lui a-t-elle demandé. Un autre Kényan a exigé de M. Mwangi qu'il explique pourquoi il pensait qu'il ne deviendrait pas comme ceux qu'il avait accusés de corruption, et qu'il voulait maintenant rejoindre. Le jeune politicien a répondu qu'il avait « des principes et qu'il ne changerait pas », mais la majorité des jeunes Kényans présents n'ont pas eu l'air convaincu.

Quand les jeunes descendent dans la rue pour protester, ils le font habituellement sous la bannière de groupes civiques ou non partisans. « Nous ne sommes pas des hommes politiques, nous sommes des citoyens et nous ne voulons rien devoir aux partis politiques », a déclaré à *Afrique Renouveau* Idrissa Barry de *Le Balai Citoyen*. Ces jeunes disent vouloir rester apolitiques et se contenter de manifester afin d'amener les responsables politiques à répondre de leurs actes.

Pourtant, en refusant d'occuper des fonctions politiques, les jeunes semblent se priver de la possibilité de participer à l'élaboration des politiques ou de contribuer à la réforme des lois. Lorsqu'ils souhaitent se présenter à des élections, ils se heurtent aussi au problème de la disparité entre les âges de vote et ceux d'éligibilité. Dans la plupart des pays, « il y a un écart entre l'âge légal... de vote et l'âge auquel une personne peut occuper des fonctions électives », note un guide publié en 2013 par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur le renforcement de la participation des jeunes tout au long du cycle électoral. Alors que la majorité électorale moyenne du continent est de 18,2 ans, l'âge d'éligibilité est de 22,1 ans.

## Investir

« Une révolution des compétences africaines s'impose pour libérer le potentiel, l'énergie, la créativité et les talents des jeunes d'Afrique », a déclaré cette année Nkosazana Dlamini-Zuma, l'ancienne présidente de la Commission de l'Union africaine (UA).

Alors que les dirigeants africains se réunissaient en janvier dernier à Addis-Abeba (Éthiopie) pour débattre de la manière dont le continent pourrait tirer pleinement parti des opportunités offertes par les jeunes et lutter contre le chômage, Mme Dlamini-Zuma a déclaré que pour aller de l'avant il fallait impliquer la jeunesse, créer des emplois, transformer les économies, notamment en les diversifiant, moderniser et industrialiser l'agriculture et investir dans la jeunesse.

L'UA a reconnu l'importance d'investir dans la jeunesse en adoptant la Charte africaine de la jeunesse il y a environ 10 ans puis en déclarant la période 2009-2018 « Décennie de la jeunesse africaine ». Elle a mis au point un plan d'action visant à

autonomiser les jeunes et à encourager leur participation à la vie politique. Pourtant, comme l'ont montré les manifestations dans de nombreuses villes africaines, ainsi que diverses enquêtes, les plans visant à faire élire davantage de jeunes ne se sont pas concrétisés.

Alors que la décennie de la jeunesse prendra fin dans moins de deux ans, en 2018, rien ne semble indiquer que les gouvernements aient conçu, et encore moins, mis en œuvre, des programmes ciblant les jeunes pour encourager leur participation aux processus politiques, si ce n'est dans quelques pays.

Certains pays ont adopté des mesures en faveur des jeunes pour que ceux-ci soient représentés au parlement. Selon le PNUD, l'Ouganda réserve cinq sièges parlementaires aux représentants de la jeunesse. Au Kenya, 12 sièges parlementaires sont réservés aux représentants désignés par les partis politiques afin de représenter les intérêts particuliers, notamment les jeunes, les personnes handicapées et les travailleurs. Au Rwanda, le Conseil national de la jeunesse élit deux membres à la Chambre des députés. Au Maroc, la loi électorale réserve 30 sièges aux candidats de moins de 40 ans.

Toutefois, la plupart des initiatives en faveur des jeunes sur le continent semblent davantage consister à leur fournir des emplois et une éducation décente que d'assurer leur participation au système politique, et notamment leur représentation.

En Tanzanie, à l'approche de l'élection présidentielle d'octobre 2015, les observateurs ont noté que la jeunesse du pays pouvait faire basculer le scrutin en faveur de la coalition de l'opposition, et mettre ainsi fin à la présence depuis des décennies du parti sortant à la tête de ce pays d'Afrique orientale depuis son indépendance. Ils ont fait état de l'utilisation des réseaux sociaux en tant qu'outils de campagne, de la participation de très nombreux jeunes en tant qu'observateurs électoraux et de la forte présence de jeunes aux rassemblements organisés par l'opposition.

L'activisme numérique comme mode alternatif de participation politique a renforcé la participation des jeunes aux affaires civiques et à la « petite politique »,

**voir page 43**

# Universités entrepreneuriales associer recherche et affaires

Une nouvelle tendance libère la puissance de l'entrepreneuriat

PAR ZIPPORAH MUSAU

**Q**ue penseriez-vous d'une université qui vous offre un enseignement de calibre mondial, prend en charge votre stage à l'étranger et, une fois votre diplôme obtenu, vous donne 100 000 dollars pour créer votre propre entreprise ?

Bienvenue dans le monde des universités entrepreneuriales, une nouvelle tendance parmi les établissements d'enseignement supérieur qui consiste à aller au-delà de leur rôle traditionnel de prestataires de services éducatifs pour intégrer la recherche, l'innovation, la commercialisation du savoir et l'entrepreneuriat.

Il n'existe pas de définition universelle de l'université entrepreneuriale, mais une pluralité d'approches, inventives, créatives et pratiques.

Lassés de diplômés à la chaîne chaque année des milliers de personnes qui ne trouvent pas d'emploi, les universités se tournent vers l'innovation et l'entrepreneuriat. Ces universités portent différents noms : certains les appellent des universités entrepreneuriales, d'autres des universités de l'innovation, d'autres encore parlent d'« incubateurs » d'entreprises qui enseignent des étudiants la gestion rigoureuse d'une entreprise. Le dénominateur commun est l'accent mis sur l'innovation et l'entrepreneuriat.

Ronnie Washington, un diplômé américain de 28 ans, comprend bien les avantages d'une université entrepreneuriale. En 2014, il a intégré l'école de commerce de l'Université Stanford pour une maîtrise en administration des affaires (MBA) de deux ans. En fin de cursus, il s'est rendu au Ghana pour un stage de cinq semaines parrainé par l'Institut Stanford pour l'innovation dans les pays en développement,

également appelé Seed. L'institut a payé son billet et son hébergement.

Au Ghana, M. Washington a travaillé sous la tutelle de Michael Amankwa, fondateur et directeur général de CoreNett, une entreprise de technologie qui crée des programmes de traitement de paiements électroniques pour les établissements financiers, les détaillants et les administrations publiques. Il y a appris les ficelles du métier de gérant d'entreprise.

À son retour aux États-Unis, M. Washington a créé Onward, une application informatique qui aide les travailleurs à faible revenu à économiser et emprunter de l'argent dans le cadre d'une ligne de crédit renouvelable destinée aux petites urgences familiales. Fin 2016, il a été nommé Étudiant Stanford de l'année en matière d'innovation sociale et s'est

**“ Des ressources intellectuelles et financières pour affronter les défis mondiaux tels que les changements climatiques, la pauvreté extrême, les maladies de l'enfance et la pénurie mondiale imminente d'eau potable. ”**

vu octroyer 110 000 dollars pour créer sa propre entreprise. M. Washington est aujourd'hui le directeur général d'Onward, basée à Washington.

Dans leur livre *Engines of Innovation: The Entrepreneurial University in the 21st Century*, les auteurs américains Holden Thorp et Buck Goldstein recommandent aux universités d'utiliser leurs vastes « ressources intellectuelles et financières

pour affronter les défis mondiaux tels que les changements climatiques, la pauvreté extrême, les maladies de l'enfance et la pénurie mondiale imminente d'eau potable ».

L'Université Stanford, le Massachusetts Institute of Technology (MIT), l'Université Harvard, l'Université de Californie et l'Université du Wisconsin

font partie des nombreuses universités américaines ayant très vite adopté le modèle d'innovation et d'entrepreneuriat. En 2015, l'Université Stanford a ouvert deux centres en Afrique (au Ghana et au Kenya) afin d'offrir des programmes de stage pour jeunes entrepreneurs.

Le Brésil, la Chine, l'Europe et l'Amérique du Nord ainsi que l'Amérique latine, de même or que certains pays nouvellement





industrialisés ou en voie d'industrialisation, l'ont aussi adopté.

Selon Calestous Juma, Spécialiste du développement international à l'École Kennedy d'Harvard, les universités africaines doivent embrasser les innovations pour pouvoir « répondre aux besoins locaux ».

En février 2016, les dirigeants africains ont invité le Professeur Juma au sommet de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba (Éthiopie), afin de présenter ses travaux sur la manière d'intégrer l'enseignement, la recherche et l'innovation.

L'un des objectifs de l'Agenda 2063 de l'UA, le plan de développement du continent pour les 50 prochaines années, consiste à repositionner le continent comme acteur stratégique de l'économie mondiale en améliorant l'enseignement et en appliquant la science et la technologie au développement. Pour atteindre ces objectifs, il conviendra d'aligner l'enseignement, la recherche et l'innovation sur les objectifs socio-économiques à long terme.

À ce jour, seules quelques universités africaines ont adopté l'innovation et l'entrepreneuriat. Le Professeur Juma prend comme exemple l'Université de Stellenbosch en Afrique du Sud, qui a

*De jeunes entrepreneurs d'Égypte, du Rwanda et du Pérou partagent leurs expériences avec l'ancien président américain Barack Obama et le PDG de Facebook, Mark Zuckerberg, lors d'un sommet sur l'entrepreneuriat qui s'est tenu l'an dernier à l'université de Stanford.*

 Université de Stanford/Aaron Kehoe

construit et lancé un satellite dans le cadre de ses innovations.

L'Université Jomo Kenyatta d'agriculture et de technologie au Kenya, indique le Professeur Juma, « a été l'une des premières à commercialiser des bananes obtenues par culture tissulaire, et donc à réunir l'enseignement, la recherche et la commercialisation de produits ». La culture tissulaire consiste à produire en grand nombre des plantes à partir de racines, de feuilles ou de tiges dans un laboratoire, afin d'augmenter les rendements. L'université a aussi récemment créé le Parc industriel et technologique de Nairobi dans le cadre d'un partenariat public-privé avec le Ministère kényan de l'industrialisation et du développement des entreprises afin de faciliter l'exploitation par les acteurs de l'industrie des résultats de la recherche universitaire. Le Parc offrira également

un espace commercial aux entreprises incubées créées par les étudiants.

En Afrique de l'Ouest, l'Université du Ghana met en œuvre le même modèle d'innovation et d'entrepreneuriat. Tout en reconnaissant qu'il fallait « [modifier] l'orientation des universités en Afrique afin de pouvoir mettre réellement en pratique la recherche et les connaissances », James Dzisah, professeur de cette université, a indiqué à *Afrique Renouveau* que certaines des difficultés de mise en œuvre de ce modèle résident notamment dans les coûts élevés de réorientation des étudiants et dans l'intégration de cette nouvelle vision dans les universités traditionnelles.

« Quel que soit le coût, il est temps pour l'Afrique d'investir dans ces universités », déclare le Professeur Dzisah.

Ces universités offrent des avantages aux étudiants, mais elles en tirent aussi. « Créer ces universités aura deux importantes implications budgétaires. Tout d'abord, cela élargira la base de financement de l'innovation en permettant aux acteurs spécialisés et à l'industrie de concevoir et exploiter de nouvelles universités à l'aide de leurs propres budgets », a expliqué le Professeur Juma aux dirigeants de l'UA. « Ensuite, cela réduira la nécessité de compter sur le financement des ministères de l'Éducation. »

Thandwa Mthembu, vice-président et directeur de l'Institut technologique de Durban en Afrique du Sud, a fait part à la publication *University World News* de ses plans d'intégration de l'entrepreneuriat dans les programmes et les systèmes internes des universités.

Après avoir visité 10 établissements dans 7 pays dont les programmes d'enseignement de l'entrepreneuriat ont fait leurs preuves, notamment la Finlande, l'Allemagne, le Mexique et l'Espagne, le Professeur Mthembu s'est dit favorable à l'intégration de l'enseignement de l'entrepreneuriat dans les programmes scolaires dès la première année, ainsi qu'à la mise en relief des compétences pratiques, du travail en groupe et des défis de la vie réelle. Il y voit là la possibilité de préparer les étudiants à créer des entreprises viables dès l'obtention de leur

Bien que les universités traditionnelles aient grimpé dans le train de la

**voir page 12**

# Le potentiel des cours en ligne

PAR ELENI MOURDOUKOTUAS

**D**es centaines d'étudiants d'universités du Nigéria, de Sierra Leone, d'Afrique du Sud et d'autres pays africains sont descendus dans la rue l'an dernier pour protester contre les frais de scolarité trop élevés, l'inégalité d'accès à l'éducation et les mauvaises conditions d'apprentissage. Les affrontements ont perturbé le calendrier universitaire des établissements concernés et mis en lumière les difficultés auxquelles sont confrontés les étudiants du continent.

Selon un rapport de 2015 de l'Africa-America Institute (AAI), une institution qui promeut le rôle de l'enseignement supérieur dans les relations entre l'Afrique et les États-Unis, 6% seulement des jeunes d'Afrique subsaharienne sont inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur.

La mise en place de cours en ligne ouverts et massifs (Massive open online courses, ou MOOCs en anglais) pourrait néanmoins aider à contourner les difficultés d'accès à l'université. Les MOOCs sont des cours en ligne universellement libres d'accès qui peuvent être suivis par un nombre illimité d'étudiants.

« Ces cours sont d'une grande utilité, surtout si vous tenez compte du fait qu'ils donnent accès à certains des meilleurs experts au monde sur tel ou tel sujet et à des connaissances qui sont difficiles à obtenir

autrement », explique ainsi Carmine Paolo De Salvo à *Afrique Renouveau*.

En 2016, M. De Salvo a donné des cours en ligne sur edX, une plateforme d'apprentissage en ligne à laquelle contribue la Banque interaméricaine de développement par le biais d'un enseignement axé sur les politiques agricoles.

L'éducation en ligne n'est pas une idée neuve en Afrique. Depuis la fin des années 90, de nombreuses institutions, telle l'Université virtuelle africaine, offrent un accès en ligne aux cours universitaires d'écoles accréditées. Des pays comme l'île Maurice, le Nigéria, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe ont adopté l'éducation en ligne et utilisent plusieurs de ses méthodes d'enseignement.

Si l'éducation en ligne traditionnelle rend l'enseignement supérieur plus accessible, elle reste parfois trop sélective en raison des frais d'accès, ou parce que les cours ne sont ouverts qu'à certaines périodes de l'année.

Les experts s'accordent pour dire que les cours en ligne ouverts peuvent compléter l'éducation traditionnelle. Mais comme l'accès à l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne est, selon l'AAI, inférieur d'au moins 20% à la moyenne mondiale, les MOOCs pourraient en fait constituer le seul véritable outil pédagogique à la disposition de ceux qui n'ont pas d'autres options..

Outre edX, les MOOCs sont disponibles sur différentes plateformes comme Coursera ou Udacity, qui dépendent l'une et l'autre de grandes universités américaines. Les institutions qui diffusent les MOOCs offrent une grande variété de matériel d'apprentissage : articles, vidéos,



## Universités entrepreneuriales ...

Suite de la page 11

création d'entreprise, ces programmes mettent souvent l'accent sur des MBA de troisième cycle qui produisent des « intrapreneurs » — des personnes qui conduisent des innovations au sein de leur entreprise — plutôt que des « entrepreneurs » qui viennent de l'extérieur pour créer quelque chose de nouveau, dit-il.

« Nous devons cesser de nous

contenter de désigner quelques élèves qui ont de bonnes idées pour travailler avec eux, et faire en sorte que chaque étudiant bénéficie d'une méthodologie bien conçue dans le cadre d'un programme à part entière. »

À l'Université Harvard, l'entrepreneuriat économique et social en Afrique est l'un des domaines d'intérêt les plus solides et dynamiques. Durant l'année scolaire 2014-2015, le Center for African Studies a regroupé plusieurs initiatives avec quelques nouvelles

initiatives au sein de son programme d'entrepreneuriat africain.

Ce programme crée et facilite un éventail d'activités à Harvard et en Afrique, en incubant des idées novatrices, en introduisant l'entrepreneuriat dans les salles de cours et les programmes d'études à l'étranger, en offrant des possibilités de mentorat et de stage aux étudiants de premier cycle et aux élèves d'écoles professionnelles, et en cultivant les opportunités de collaboration en vue

files de discussions et infographies, sur une période qui va généralement de cinq à douze semaines. La plupart des formations ne débouchent pas sur l'octroi de crédits, mais ceux qui réussissent reçoivent une attestation gratuite ou paient la modique somme de 25 dollars.

Les universités africaines ont récemment commencé à introduire des MOOCs dans leur curriculum. En 2016, l'Université du Witwatersrand en Afrique du Sud est devenue la première université à proposer des MOOCs sur la plateforme edX. Un an plus tôt, l'Université du Cap, également en Afrique du Sud, a

été la première à offrir des MOOCs via la plateforme Coursera. D'autres universités devraient rejoindre le mouvement dans les années à venir.

Quoiqu'il reste des progrès à faire sur le continent, une étude menée en 2016 par un réseau américain de chercheurs en technologie, de l'Université de Washington, a constaté que les pays en développement avaient les plus forts taux de réussite aux MOOCs. Selon cette étude, 80% des utilisateurs étaient issus d'un milieu à faible revenu ou à revenu intermédiaire et 82% des participants sud-africains étaient âgés de 30 ans ou moins.

La plateforme Coursera a révélé dans un sondage en 2015 que 87% des bénéficiaires de MOOCs disaient en avoir tiré des avantages professionnels, et 33% en avoir retiré des avantages tangibles pour leur carrière.

« Habituellement, les commentaires que nous recevons sont très positifs, conclut Carmine Paolo De Salvo. Certaines personnes nous ont dit que les MOOCs avaient changé leur vie ». 🇳🇮

**Un groupe d'étudiants de la North-West University de Gaborone, au Botswana.**

📷 Panos/ Marc Shoul



de la production et la mise en œuvre d'idées qui changent la donne.

Le Professeur Henry Etzkowitz de l'Université d'État de New York à Purchase, à qui l'on a attribué la paternité du terme *universités entrepreneuriales* dans les années 1980, a déclaré à *Afrique Renouveau* qu'il a d'abord remarqué à l'époque que certaines universités des États-Unis, comme le MIT, s'orientaient vers le modèle entrepreneurial. Il a donc décidé de mener des recherches plus poussées sur ce modèle alors qu'il était au MIT.

« Ces universités visent à mettre leurs connaissances au service des étudiants, en menant des recherches et en assumant un rôle plus actif dans la société avec les différents acteurs et différentes entreprises », a expliqué le Professeur Etzkowitz.

Qualifiant cela de deuxième révolution universitaire, le Professeur Etzkowitz note que les universités entrepreneuriales sont en train de transformer l'université d'enseignement et de recherche traditionnelle en encourageant l'interaction entre les universités, les industries et

les administrations publiques, ce qui est essentiel pour améliorer les conditions régissant l'innovation dans la société de la connaissance.

Évoquant les changements majeurs intervenus dans le monde scientifique, un membre de la Royal Society de Londres a noté : « De nombreux universitaires de haut niveau sont désormais aussi des entrepreneurs de haut niveau, qui créent leur propre société, collaborent avec de grandes entreprises, exploitent leurs inventions et contribuent à la richesse de la nation. » 🇳🇮

# Le chômage des jeunes à l'ombre de la croissance économique

Priorité à la création d'emplois

PAR KINGSLEY IGHOBOR

Les gouvernements africains luttent contre le chômage à plusieurs niveaux. Au Sénégal, 200 000 Sénégalais arrivent chaque année sur le marché du travail, le président Macky Sall a lancé en février 2013 un programme visant à créer 30 000 emplois en un an et éventuellement 300 000 avant 2017. La Banque africaine de développement (BAD) finance certains de ces programmes qui visent à l'auto-emploi des jeunes et des femmes.

Selon la Banque mondiale, les jeunes représentent 60 % de l'ensemble des chômeurs africains. En Afrique du Nord, le taux de chômage des jeunes est de 25 %, mais ce taux est encore plus élevé au Botswana, en République du Congo, au Sénégal et en Afrique du Sud, entre autres pays. Avec 200 millions d'habitants âgés de 15 à 24 ans, l'Afrique compte le plus de jeunes au monde.

Dans la plupart des pays africains, le chômage des jeunes « est au moins deux fois supérieur à celui des adultes », souligne la BAD.

Les jeunes femmes sont plus durement touchées. La BAD a constaté que dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne et dans tous ceux de l'Afrique du Nord, il est plus facile pour les hommes que pour les femmes d'obtenir un emploi, même si celles-ci possèdent le même niveau d'expérience et de compétences.

Les statistiques du chômage en Afrique ne tiennent pas compte des emplois précaires ni du sous-emploi dans le secteur informel. Selon un rapport de la Brookings Institution, un groupe de réflexion basé à Washington, « Les jeunes [africains] trouvent du travail, mais

celui-ci est souvent mal rémunéré et ne leur permet pas de perfectionner leurs compétences ni de jouir d'une certaine sécurité de l'emploi ».

La Brookings Institution considère le sous-emploi comme un grave problème, qui masque la réalité dans les pays qui affichent un faible taux de chômage.

Plus de 70 % des jeunes de la « République du Congo, de la République démocratique du Congo, de l'Éthiopie, du Ghana, du Malawi, du Mali, du Rwanda, du Sénégal et de l'Ouganda sont à leur compte ou contribuent au travail familial », ajoute le rapport de la Brookings Institution.

## Sous-emploi masqué

Gabriel Benjamin, chômeur diplômé de l'université de Lagos (Nigéria), explique qu'on rencontre souvent de jeunes Nigériens diplômés qui exercent de petits boulots. « Ils nettoient les sols dans des hôtels, vendent des cartes téléphoniques ou sont même ouvriers dans des usines ».

Cependant, le sous-emploi ne constitue pas une solution à la pauvreté, souligne l'Organisation internationale du Travail (OIT), qui a signalé en 2016 que jusqu'à 70 % des travailleurs africains sont des « travailleurs pauvres », le taux le plus élevé dans le monde. Et l'organisation d'ajouter que « la part de jeunes travailleurs pauvres a augmenté de près de 80 % ces 25 dernières années ».

Alexander Chikwanda, ancien ministre zambien des Finances, a résumé ainsi la situation lors d'un entretien : « Le chômage des jeunes est une bombe à retardement », qui semble maintenant dangereusement proche de l'explosion. M. Chikwanda entendait ainsi attirer l'attention sur les



conséquences d'un taux de chômage des jeunes aussi important sur un continent où près de 10 à 12 millions de jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail.

.....  
**Une employée du secteur de la pêche industrielle sud-africaine.**

📷 Africa Media Online/Pippa Hetherington

**Des haricots verts éthiopiens destinés à l'exportation.** 📷 Panos/Sven Torfinn



« Comme les événements en Afrique du Nord [le Printemps arabe] l'ont montré, le manque de possibilités d'emploi peut fragiliser la cohésion sociale et la stabilité politique », avait mis en garde la BAD.

### Intervention des dirigeants

Un certain nombre de gouvernements africains, toutefois, se sont efforcés de joindre les actes à la parole. C'est ainsi que le Ghana a mis en place un service national de la jeunesse et des programmes d'autonomisation visant à doter les diplômés de l'enseignement supérieur des compétences requises et à les aider à trouver un emploi. Maurice a élaboré un plan visant à inciter les jeunes à se tourner vers l'enseignement technique et la formation professionnelle. La Zambie a adopté une politique nationale pour la jeunesse et créé un fonds pour les jeunes entrepreneurs afin de stimuler la création d'emplois.

L'effet de ces initiatives nationales sur le taux de chômage des jeunes reste à évaluer. Mais il n'y a « pas de solution miracle », a indiqué M. Ncube, qui a recommandé « de renforcer les mécanismes de création d'emplois ». La Banque mondiale propose une stratégie pour l'emploi qui accorde plus d'attention au développement

rural. L'investissement dans l'agriculture ralentit l'exode rural des jeunes et les prépare au marché du travail.

La Brookings Institution préconise de mettre l'accent sur la production industrielle, « le secteur le plus étroitement associé à une forte croissance de l'emploi ». Elle encourage aussi l'accroissement des investissements dans l'agriculture, le tourisme, le bâtiment et dans les projets qui emploient des jeunes. « Les programmes de travaux publics permettent aux jeunes travailleurs, en particulier à ceux des zones rurales et aux personnes peu qualifiées, d'acquérir une première expérience professionnelle. »

L'Union africaine préconise également d'accroître les investissements dans l'agriculture et demande à ses membres d'y consacrer 15 % de leur budget national.

Lors de l'élection présidentielle de décembre 2016, l'opposition ghanéenne a utilisé le taux élevé de chômage pour mobiliser les jeunes contre l'ancien Président Dramani Mahama.

Pendant la campagne électorale, certains opposants politiques ghanéens ont fréquemment cité le rapport 2016 de la Banque mondiale sur la situation de l'emploi dans le pays. Ce rapport, rédigé par Maddalena Honorati et Sara Johansson de Silva, indiquait que seuls « 52 % des jeunes âgés de 15 à 24 ans travaillaient, contre 77 % pour l'ensemble de la population », signifiant que 48 % de ces jeunes étaient au chômage. Bien que les auteurs aient attribué le taux élevé de chômage des jeunes au fait que près d'un tiers de ces derniers étaient actifs à l'école, ces chiffres ont toutefois mis en évidence le défi que doit relever le pays.

« J'ai peur pour l'avenir de ce pays », déclarait le candidat Addo avant les élections. « Nous devons faire en sorte de réduire le taux actuel de chômage au Ghana, parce que si rien n'est fait, les conséquences pourraient être désastreuses. » Il faisait ainsi sans doute discrètement allusion à certains pays africains (Nigéria et Somalie, par exemple), où les jeunes se laissent facilement recruter par des groupes armés ou des forces rebelles.

Une enquête réalisée en 2011 par la Banque mondiale a montré qu'environ 40 % de ceux qui rejoignent des mouvements rebelles se disent motivés par le manque d'emploi. 🇵🇸



PORTRAIT

# L'agro-industrie rentable et 'co

Mavis Nduchwa, Botswanaise, 33 ans, propriétaire d'une ferme d'alimentation animale


PAR IHUOMA ATANGA



**E**n recherchant sur Google les secteurs dans lesquels les femmes d'affaires africaines ont réussi, il y a peu de chance d'y trouver le secteur agricole.

Mavis Nducha a pourtant défié la norme avec la création d'une ferme d'alimentation animale privée au Botswana, son pays d'origine.

Née dans une ferme de la région rurale de Francistown, près de la frontière avec le Zimbabwe, Mme Nduchwa, 33 ans, s'est intéressée très jeune à l'agriculture. En grandissant, l'appel de la vie urbaine

.....  
*Mavis Nduchwa.*  *Mavis Nduchwa*



l'amène à passer un diplôme en gestion immobilière et hôtelière

Elle constate rapidement le coût élevé des intrants agricoles qui étranglent les fermiers de sa communauté. Elle comprend alors que la production locale et la vente à bas prix de produits destinés à l'alimentation animale seraient une alternative aux produits importés qui permettraient de soutenir l'industrie agricole.

En 2011, elle quitte son travail pour créer la ferme Chabana avec son mari et associé Brighton Chabana.

Six ans plus tard, sa ferme est devenue une entreprise agroalimentaire fructueuse. Mme Nduchwa considère qu'il faut encourager les femmes car elles peuvent accomplir autant que les hommes. "Nous sommes tous des êtres humains et nous devrions avoir les mêmes opportunités," déclare-t-elle à *Afrique Renouveau*, estimant que l'agro-industrie est l'avenir de l'Afrique et doit être promue auprès des jeunes.

"Il est important que l'agriculture soit 'cool' aux yeux des jeunes afin de les attirer", dit-elle.

Tout dépendra de la rentabilité du secteur et des besoins auxquels il pourra subvenir.

La ferme Chabana possède une surface d'une centaine d'hectares, où sont cultivés des céréales et des légumes comme la mongette (une plante fourragère utilisée pour nourrir le bétail), le maïs, le tournesol, le sorgho, les haricots et l'arachide.

Le gouvernement du Botswana lui a récemment accordé un contrat de deux millions de dollars afin de fournir le marché local en pois bambara.

"Lorsqu'il pleut suffisamment, nous pouvons facilement fournir les pois ; mais lorsqu'il ne pleut pas assez, cela devient difficile", confie Mme Nduchwa.

Le Botswana étant un pays semi-aride, la culture se déroule pendant la saison des pluies, entre octobre et avril. Il est plus difficile de répondre à la demande lors de la saison sèche.

Lors d'une bonne saison, la ferme Chabana peut gagner jusqu'à 1,5 millions de dollars.

Outre ses opérations journalières, la ferme, qui emploie dix personnes à temps plein, propose également une formation de six semaines sur la gestion d'une ferme avicole, destinée aux femmes célibataires sans emploi : une opportunité pour elles de lancer leur propre entreprise.

Mme Nduchwa souligne que ses études ont largement contribué à sa réussite. Son diplôme lui a donné les compétences nécessaires pour lancer son entreprise et la légitimité pour lever des fonds. En 2015, elle a été reçue au sein du Tony Elumelu Entrepreneurship Programme (TEEP), le programme de création d'entreprise du

**“ Il est important que l'agriculture soit vue comme « cool » pour attirer les jeunes vers ce secteur d'activité. ”**

milliardaire nigérian Tony Elumelu. Sa fondation aide les entreprises susceptibles de contribuer à la création d'un million de nouveaux emplois au cours des dix prochaines années et de générer au moins 20 milliards de dollars de bénéfices en Afrique.

Les entrepreneurs choisis pour le TEEP participent à un programme de formation de neuf mois qui inclut l'élaboration en ligne d'un business plan sur douze semaines, une formation au développement et un programme de mentorat, suivi d'un séminaire de deux jours. Après la conception du business plan, les entrepreneurs reçoivent un capital d'investissement de 5 000 dollars, qui n'a pas à être remboursé. Ils ont également droit à un

second financement avec un prêt de 5 000 dollars ou l'équivalent en capitaux propres.

La ferme Chabana produit des volailles et des oeufs, employant pour ce faire des femmes dans la région de Francistown, ce qui permet à Mme Nduchwa d'étendre ses activités. "Nos premiers acheteurs se trouvent dans les villages environnants ; nous leur vendons des produits de base comme le maïs, les haricots, les oeufs", indique-t-elle.

D'après Mme Nduchwa, les femmes entrepreneurs sont confrontées à des obstacles spécifiques : un accès plus limité à la propriété foncière et des politiques gouvernementales patriarcales car ce sont traditionnellement les hommes qui possèdent la terre.

Autre problème : le mépris pour l'agriculture, notamment l'élevage. Elle suggère la mise en place de mesures destinées à changer la perception de l'agriculture pour la rendre plus "cool". Les cursus de formation des jeunes devraient correspondre davantage au marché du travail et promouvoir l'agriculture, principale source de croissance économique en Afrique.

Pour atteindre le deuxième Objectif de développement durable, "éliminer la faim", il faudrait qu'un "agripreneur" (un agriculteur entrepreneur) puisse avoir "accès facilement aux investissements et aux aides", suggère Mme Nduchwa.

Songeant à sa propre expérience et à l'émancipation des femmes, elle déclare : "Il n'y a pas de carrières réservées aux hommes ; ce n'est pas un monde d'hommes. L'avenir de l'Afrique est entre nos mains".

Pour Mme Nduchwa, l'avenir est prometteur. Sa ferme promeut l'emploi des femmes tandis que ses projets de formation permettent d'acquérir des compétences et des ressources nécessaires pour développer d'autres secteurs agroalimentaires.

Grâce à ses réalisations et à une gestion irréprochable, la ferme Chabana fait gagner à l'agriculture des points de "coolitude". 🌱

# Il est temps que les jeunes s'engagent

Le plus jeune maire de Gambie leur lance un appel

PAR MWIKA SIMBEYE

**P**our de nombreux jeunes en Afrique, un diplôme permet de décrocher un emploi convenable et d'avoir une vie confortable. A l'université néanmoins, les études ne sont pas la priorité de tous les étudiants libérés de l'influence de leurs parents ou tuteurs : manque d'assiduité, distractions, les tentations sont grandes. Peu d'étudiants s'engagent dans les mouvements politiques, et souhaitent avoir le moins de responsabilités possibles.

Soucieux d'améliorer le bien-être des étudiants souvent confrontés à des conditions de vie difficiles sur le campus et d'accélérer l'attribution des bourses, Christopher Kang'ombe a néanmoins choisi de s'engager politiquement à l'université de Copperbelt à Kitwe, la deuxième plus grande ville de Zambie.

Il réalisa son rêve à 21 ans en étant élu président du syndicat des étudiants en 2006. La même année, ce futur ingénieur mécanique se présenta aux élections nationales et fut élu conseiller municipal à Riverside Ward, dans la circonscription de Kwacha, là où se situe Kitwe. Il devint alors le premier étudiant à occuper cette fonction en Zambie.

Son ascension politique ne manqua pas de susciter de vives oppositions. Beaucoup dénonçaient son manque d'expérience et de maturité : un étudiant devait étudier et non pas faire de la politique.

“Lorsque je distribuais des tracts électoraux, certaines personnes me disaient qu'elles ne voteraient pas pour moi et que je ferais mieux d'étudier pour obtenir mon diplôme au lieu d'essayer de me placer en politique”, raconte M. Kang'ombe.

Ce qui ne l'a pas empêché de remporter l'élection puis d'être réélu cinq ans plus tard, en 2011. Pendant sa campagne, il promit de créer de nouvelles opportunités économiques, d'améliorer les infrastructures, en particulier les routes et les éclairages municipaux.



Le maire de Kitwe, Christopher Kang'ombe, président de l'Association du Gouvernement local de Zambie, rencontre Bernadette Deka, Directrice exécutive du Centre de surveillance et de recherche politique et son équipe, en février 2017.  Christopher Kang'ombe

En septembre dernier, M. Kan'ombe a été élu maire au sein d'un remaniement gouvernemental local. Sa capacité à aller à la rencontre de la population locale et son succès aux élections, lui valut la réputation d'être un jeune politicien astucieux, et son parti le nomma président de l'Association des municipalités de Zambie.

Avant cette élection, il avait contribué à convaincre le gouvernement de construire un pont dans sa circonscription afin de relier celle-ci à des exploitations agricoles des environs.

M. Kang'ombe, qui a aujourd'hui 32 ans, est toujours président de l'Association des municipalités, qui englobe toutes les villes et villages du pays. Une fonction qu'il exerce avec efficacité grâce à sa capacité à comprendre les problèmes de ses concitoyens et à proposer des solutions. Lorsque sa ville fut envahie par des vendeurs à la sauvette qui exposaient leurs marchandises, il parvint à les convaincre de se déplacer dans des zones réservées, afin d'éviter leurs incessantes arrestations par la police. En tant que leader syndical étudiant, il encouragea l'université à proposer un plus large éventail de cours, en particulier le département d'économie.

“ Mes succès sont au service des jeunes, et mes échecs ne peut que les encourager à croire en leurs capacités et leurs réussites à venir ”, déclare-t-il, ajoutant : “C'est le moment de s'engager pour les jeunes, notamment en politique, afin que le public accorde de nouveau sa confiance aux dirigeants.

M. Kang'ombe maîtrise désormais l'art de naviguer dans un contexte politique tendu. En Zambie, comme dans de nombreux pays africains, les attaques personnelles et les calomnies sont monnaie courante en politique. Le

livre de M. Kang'ombe, intitulé *“Students Reclaim a Place in Society”* (*Les étudiants revendiquent leur place dans la société*) publié en 2013, lance un puissant appel à la jeunesse pour qu'elle assume ses responsabilités au sein de la société. La préface du livre a été écrite par l'ancien président zambien, feu Michael Sata, qui regrettait que les jeunes n'aient pas un rôle plus important.

Sur la manière dont il assume ses fonctions, M. Kang'ombe explique : “Je m'assure d'être disponible pour les habitants. Mon emploi du temps est organisé afin que je puisse, chaque après-midi de la semaine, rencontrer les personnes qui le souhaitent pour discuter de leurs problèmes”. Grâce à ce nouveau style de leadership, il a gagné le soutien de deux partis.

Le rôle principal des municipalités est de fournir aux populations défavorisées des services de base, indique M. Kang'ombe. Il estime qu'une distribution plus équitable de la propriété foncière est une priorité. “Il est important d'attribuer des terres aux citoyens à un prix abordable et mon équipe va travailler en ce sens.” Les citoyens critiquent régulièrement le système actuel corrompu qui privilégie les gens riches et puissants lors de la vente.

Si les jeunes occupent des postes politiques, leurs problèmes deviendront également prioritaires. M. Kang'ombe veut notamment créer et permettre la réhabilitation des zones de loisirs. Il travaille aussi au rassemblement des jeunes au sein de petites coopératives pour leur permettre d'accéder plus facilement à des financements lorsqu'ils montent un projet.

En tant que président de l'Association des municipalités zambiennes, le jeune maire aura l'opportunité de discuter avec ses homologues venus d'autres pays dans le cadre des Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLUA). Cette association se réunit régulièrement afin d'élaborer des solutions face aux problèmes de développement en Afrique, tels que les effets du changement climatique ou l'efficacité des administrations locales.

Marié et père de deux enfants, M. Kang'ombe attribue sa réussite à ses années de formation à l'université. „Plus qu'un diplôme, les enseignements suivis lui ont apporté un avantage au quotidien. Il a également acquis la certitude que le service public peut permettre d'améliorer la vie des gens.

Ainsi adresse-t-il aux jeunes ce message : “Le moment est venu pour nous, les jeunes, d'accomplir ce que nous souhaitons et mon parcours est bien la preuve que tout est possible”. 🇿🇲

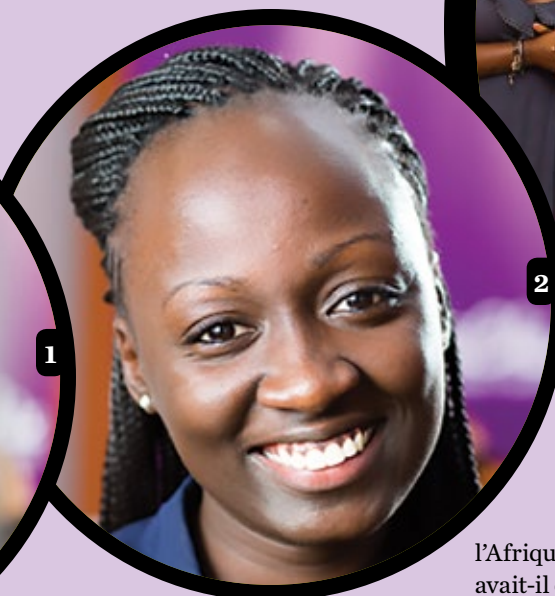
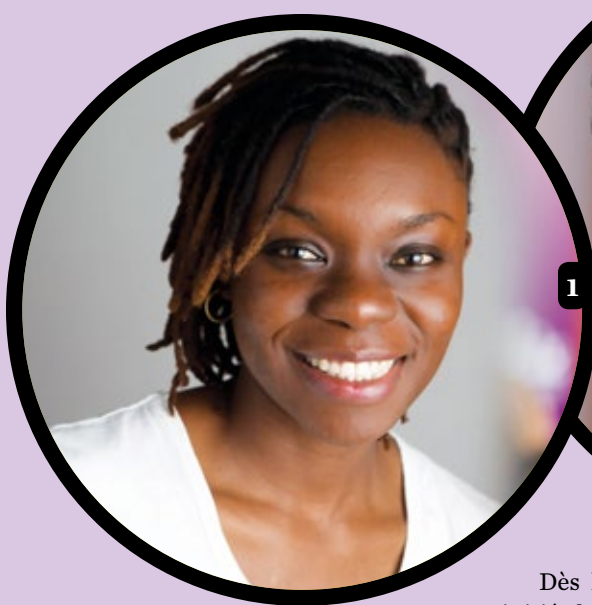


PORTRAIT

# Des femmes dans l'univers très masculin de l'informatique

L'une des principales start-up africaines créée par des femmes prend son envol

PAR KWAMBOKA OYARO



**P**ar une belle matinée du mois de mars 2010, un groupe de jeunes passionnés d'informatique s'est réuni à Nairobi pour parler d'innovation et de technologie. Quatre jeunes femmes du groupe échangèrent leurs numéros, enthousiasmées par les idées nouvelles qu'elles venaient de partager et qui ne demandaient qu'à voir le jour.

Judith Ogiwar, Linda Kamau, Angela Lungati et Marie Githinji, toutes diplômées en technologies de l'information, lancèrent peu après AkiraChix, une organisation à but non lucratif destinée à inciter les jeunes filles à s'intéresser à la technologie en leur offrant gratuitement une formation sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) ainsi que sur la création d'entreprise. Le mot *Akira* signifie intelligence en japonais ; le mot d'argot *chix* fait référence à une jeune fille.

Dès la première année, AkiraChix a initié des étudiants motivés, principalement des filles, à l'informatique. Les cours se déroulaient en extérieur sur des ordinateurs portables.

"AkiraChix souhaite former des jeunes femmes pour leur permettre d'envisager une carrière dans l'informatique, qui ne doit pas être réservé aux garçons", explique Angela, diplômée de l'Université de Strathmore en développement de logiciels et l'une des responsables de Ushahidi, une entreprise kenyane de logiciels libres utilisés dans le monde entier.

En sept ans, AkiraChix a connu une croissance fulgurante, à tel point que l'ancien président américain Barack Obama en visite à Nairobi en 2016, a souhaité rencontrer ses fondatrices. Deux ans auparavant, l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, avait également appelé AkiraChix lors d'une visite dans le pays : "Vous êtes l'espoir de

l'Afrique", avait-il déclaré.

On comprend aisément pourquoi AkiraChix rencontre un tel succès. L'organisation offre des cours très structurés sur les TIC, des bourses d'étude, forme ses étudiants à la création d'entreprise et les accompagne dans le lancement de leurs propres start-ups. Ses programmes s'adressent également aux jeunes filles et aux femmes défavorisées dans le primaire, le secondaire et dans les universités. Les informaticiens ainsi que les personnes souhaitant débiter une carrière dans l'informatique peuvent également s'inscrire.

Les donateurs ont dès lors commencé à affluer. D'Infodev (le programme sur l'innovation et l'entrepreneuriat technologique de la Banque mondiale), qui fut le premier à mesurer le potentiel d'AkiraChix, à Goggle Rise, iHub, Computer Aid, Seneca Group, jusqu'au gouvernement kenyan, tous se sont précipités pour apporter leur soutien financier. AkiraChix opère grâce à des subventions et autres financements extérieurs qui lui permettent d'offrir à des centaines de



jeunes femmes, notamment issues de milieux défavorisés, la possibilité de faire

carrière dans l'informatique. Plus de soixante étudiantes ont, à ce jour, obtenu un diplôme en technologie et entrepreneuriat.

Lorsque *Afrique Renouveau* a visité les bureaux d'AkiraChix à Nairobi en janvier 2017, vingt-deux étudiantes travaillaient en classe sur un ordinateur portable fourni par l'organisation. Elles étaient arrivées tôt pour assister au cours de génie logiciel. Les étudiantes suivent en général deux cours par jour, un le matin, l'autre l'après-midi. Le déjeuner leur est offert, ce qui leur permet de rester sur place toute la journée. La formation comprend des cours d'informatique, de programmation (pour applications web et mobile), de design, de création d'entreprise et de développement commerciale.

"Nous avons eu des femmes qui avaient des rêves et qui ont tout fait pour les réaliser comme mentors, alors pourquoi pas nous ? Pourquoi pas moi ?" s'interroge tout haut Valerie Khavai, 22 ans.



Valerie veut devenir programmeuse informatique lorsqu'elle aura terminé sa formation d'un an, lancer sa propre entreprise et employer d'autres jeunes femmes. En attendant, elle saisit chaque opportunité de partager ce qu'elle a appris à AkiraChix avec ses camarades qui vivent à Kibera, le plus grand bidonville d'Afrique, proche du centre de formation.

"Je dis aux filles de mon quartier que ce qui compte ce n'est pas d'où elles viennent ni où elles vivent, mais là où elles vont", raconte Valérie. C'est la devise des mentors qui interviennent dans les cours pour motiver les étudiantes et les inciter à réaliser leurs rêves.

Regina Wanjiru, 22 ans, se sent déjà transformée même si elle suit les cours depuis peu. "Je sais maintenant qu'une femme peut tout faire si elle s'en donne les moyens", déclare-t-elle avec assurance, ajoutant que l'histoire innovante d'AkiraChix lui donne le sentiment d'être sur le point de changer le monde.

Les fondatrices d'AkiraChix ont modifié la vision de ces jeunes femmes, en leur racontant notamment avoir été parmi les rares femmes de leur université à suivre des cours d'informatique.

Depuis que les quatre fondatrices d'AkiraChix se sont rencontrées en mars 2010 à l'i-hub de Nairobi – un espace collectif où les passionnés d'informatique se réunissent pour partager leurs idées –, ces quatre rêveuses ont transformé un bureau qu'elle louait sur la route de Ngong à Nairobi où elles accueilleraient



vingt étudiantes en une entreprise professionnelle d'envergure internationale.

L'une des enseignantes, Clarence Killa, estime que le programme a acquis une telle notoriété que les étudiantes sont assurées de trouver un emploi, même si certaines préfèrent s'installer à leur compte.

"La plupart des étudiants que j'avais en 2016 travaillent", indique Killa, formatrice en génie logiciel. "Deux sont à l'essai dans des entreprises informatiques et quelques-uns sont en stage mais à peu près sûrs d'obtenir un contrat".

Marie, l'une des fondatrices, explique qu'AkiraChix a changé la vie des étudiantes en très peu de temps : "Alors qu'elles ne savaient pas allumer un ordinateur, elles sont devenues capables de concevoir des environnements graphiques incroyables, des modèles de codage et des idées d'applications pour téléphones portables." 🇰🇪

1. Judith Ogiwar. 2. Angela Lungati. 3. Le président du Kenya, Uhuru Kenyatta, visite le centre AkiraChix à Nairobi. 4. Linda Kamau. 5. Marie Githinji. 6. Remise de diplôme à AkiraChix.

📷 AkiraChix



# Star à Nollywood : au-delà du talent

Stephanie Okereke Linus mobilise contre les fistules obstétricales

PAR LEON USIGBE

**A** l'adolescence, Stephanie Okereke Linus, était déjà une étoile montante de Nollywood, l'industrie cinématographique nigériane. Elle devint célèbre avec un film sensible sur le plan socio-culturel, *Emotional Crack*, réalisé par Lancelot Oduwa Imasuen, qui dénonçait les idées reçues et les tabous concernant l'homosexualité.

A 17 ans, Melle Linus étudiait l'anglais et la littérature à l'Université de Calabar et avait déjà joué dans deux films de Nollywood – *Compromise 2* et *Waterloo* – avant de se lancer dans la réalisation avec le film grand public de Tecu Benson, *Terror*.

Les nombreuses récompenses qu'elle reçut pour *Emotional Crack* lui ouvrirent de nouveaux horizons, dont la possibilité de réaliser un film sur un sujet délicat, les fistules obstétricales.

Avec le film *Dry*, sorti en 2014, Melle Linus assoit sa réputation de réalisatrice attachées aux causes nobles. Le film se penche sur les fistules obstétricales – un problème grave qui touche les femmes, surtout dans les zones de guerre, et qui résulte de mariages précoces et de grossesses à

l'adolescence. Le plus souvent dues à un viol ou à des complications pendant l'accouchement, elles provoquent une incontinence permanente, urinaire et/ou anale. Les femmes qui en souffrent sont souvent mises au ban de leur communauté.

*Dry* raconte l'histoire d'une jeune fille de 13 ans, Halima, issue d'une famille pauvre et mariée à un homme de 60 ans, qui la viole régulièrement. Halima tombe enceinte et souffre de fistule après l'accouchement. Elle est abandonnée par son mari et doit affronter de nombreuses discriminations. Lorsque Zara (interprétée par Melle Linus) qui est médecin et a également eu une enfance difficile, rencontre Halima, elle tentera de lui apporter son soutien tout comme à d'autres jeunes filles.

“Je voulais susciter une prise de conscience et empêcher que davantage de femmes en soient victimes. Je voulais aussi qu'elles sachent qu'il existe une opération qui permet de soigner les fistules. Les femmes peuvent se faire opérer gratuitement grâce à l'aide financière de donateurs”, explique Melle Linus.

Le film a été récompensé à plusieurs reprises, notamment en recevant le prix du meilleur film de la 12<sup>ème</sup> édition des *Africa Movie Academy Awards* et des *Africa Magic Viewers' Choice Awards* en 2016.

*Dry* n'a pas manqué d'attirer l'attention du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP), la

principale agence de l'ONU chargée des questions de santé telles que les grossesses et les accouchements.

“Le film a été récemment projeté en Gambie en partenariat avec le FNUAP. Un mois après, le [ancien] président Yahya Jammeh a interdit le mariage des enfants dans le pays. Nous espérons pouvoir montrer le film dans beaucoup d'autres endroits”, commente Melle Linus.

Melle Linus, mère d'un enfant, a joué dans plus de 90 films depuis le début de sa carrière en 1997. Elle a acquis une grande notoriété sur le continent africain où les films de Nollywood sont un produit de consommation populaire.

Elle a reçu de nombreux prix, notamment huit nominations aux *Reel Awards* en 2003, dont le prix de la meilleure actrice en anglais et de la meilleure actrice de l'année. Elle a également remporté le prix de la meilleure actrice de l'*Afro Hollywood Award* en 2006 et plusieurs prix pour ses rôles principaux lors des *Africa Movie Academy Awards* en 2005, 2009 et 2010.

En 2011, elle a reçu l'une des plus hautes distinctions lorsque l'ancien président du Nigéria, Goodluck Jonathan, l'a nommée Membre de l'Ordre de la République fédérale.

Nollywood contribue au PIB du Nigéria à hauteur de 7,2 milliards de dollars par an, soit environ 1,4%, d'après le Bureau national des statistiques. L'industrie emploie près d'un million de personnes,





ce qui en fait le plus gros employeur du pays derrière l'agriculture. Nollywood sort environ 50 films par semaine. Seul Bollywood a une cadence plus élevée.

Melle Linus a aussi connu des déconvenues. En avril 2005, alors qu'elle se rendait à une cérémonie de remise de prix, elle eut un grave accident de voiture. Elle en réchappa avec une jambe cassée et de multiples brûlures mais réussit à reprendre rapidement sa carrière d'actrice.

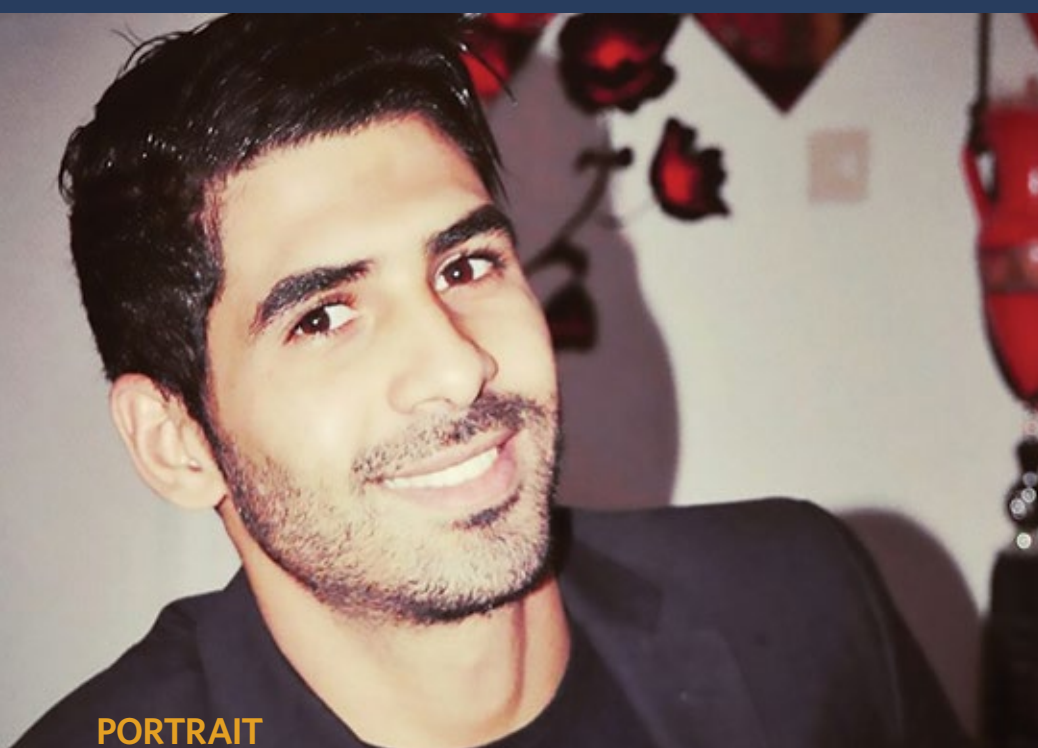
“Personne n’imagine que ce genre de chose puisse lui arriver, mais cet accident a changé ma vie”, se rappelle-t-elle. “Cela m’a permis d’apprécier encore plus la vie. La gentillesse des gens m’a vraiment touchée.”

“J’ai réalisé les lacunes de notre système de santé à l’hôpital. Depuis lors, j’ai décidé de faire entendre ma voix en faveur de politiques sociales qui protègent les plus pauvres”, ajoute-t-elle.

En dépit des difficultés liées aux financements et aux piratages que rencontre l’industrie cinématographique nigériane, elle devrait bénéficier des innovations dans le domaine du numérique au cours des prochaines années. Melle Linus compte bien en tirer parti – en tant qu’actrice, réalisatrice et productrice.

“Je vais continuer à améliorer mes compétences. En tant que réalisatrice, je veux faire d’autres films pour divertir et inspirer les gens, en tant que personnage public, je continuerai à faire entendre ma voix contre les injustices et les politiques qui ne protègent pas les femmes.” 🇳🇮





**PORTRAIT**

## Maroc : créer des opportunités dans les TIC pour les jeunes entrepreneurs

PAR KACI RACELMA

**S**oufian El-Kherchi, ingénieur informaticien, était stagiaire à Clean Rabat, une petite entreprise de la capitale marocaine, et passait la plupart de ses journées à faire du support informatique.

Plein d'idées et de projets pour l'avenir, M. El-Kherchi, avait hâte d'être embauché après son stage. Mais un jour, l'idée de fonder sa propre entreprise fit son chemin.

"J'avais acquis assez d'expérience et après avoir analysé la situation, je me suis dit que je pouvais créer ma propre société", affirme-t-il.

Ainsi, à l'âge de 24 ans, M. El-Kherchi a emprunté 6 000 dirhams (environ 600 dollars) à sa famille et ses amis pour débiter. En juillet 2016, il a lancé, UNOVADEV, *Universal Innovation and Development*, une entreprise qui fournit des services informatiques, des formations dédiées, ainsi que des services d'import et d'export.

En moins de six mois, UNOVADEV avait huit clients, notamment des hôpitaux, des

**Notre stratégie consiste à mettre en place des structures locales appelées Maisons du jeune entrepreneur, où les jeunes peuvent s'informer sur la création et le développement d'entreprises en milieu rural.**

écoles, des centres éducatifs et des sociétés marketing.

"Pour moi, c'est une réussite, surtout parce que mes clients sont contents de mon travail", indique-t-il.

A désormais 26 ans, M. El-Kherchi, réalise en moyenne 10 000 dollars de

bénéfices par mois, plus qu'un bon début pour cette entreprise d'à peine un an.

UNOVADEV emploie actuellement une douzaine de jeunes et prévoit encore d'embaucher. "J'aimerais former de nouveaux talents, créer plus d'emplois et de richesse", déclare-t-il. "Par exemple, je prévois de recruter deux jeunes le mois prochain – un développeur web et un graphiste. Je vais aussi embaucher plusieurs formateurs pour étendre notre projet de formation."

Tout n'a pas été toutefois facile pour ce jeune entrepreneur. Il a été confronté aux lourdeurs des procédures administratives pour l'inscription au registre des sociétés. Les informations disponibles étaient très peu nombreuses et il a été contraint de s'adresser à des amis et à faire des recherches sur le web afin d'obtenir des précisions notamment sur la manière de remplir les formulaires.

Bien qu'il fasse partie d'une génération qui souhaite que tout aille vite, il était bien loin de se décourager.

"Le temps, c'est de l'argent", répète-t-il souvent.

M. El-Kherchi estime que les jeunes doivent acquérir des compétences informatiques, élargir leur vision du monde et être plus créatifs. "L'industrie informatique est une industrie passionnante mais difficile ; tout doit être conforme aux normes. Le monde progresse à pas de géant et il faut s'adapter ou être laissés pour compte."

Aux jeunes qui veulent tenter l'aventure, il adresse un message : "Vous ne devez jamais laisser tomber. Vous devez avoir confiance en vous et rien ne doit vous décourager."

Le taux de chômage s'accroît au Maroc, 1,2 millions de personnes étant sans emploi, y compris des jeunes diplômés. Pour tenter de résoudre le problème, les autorités locales aident les jeunes à lancer leurs propres entreprises et soutiennent la productivité

En 2010, la Fondation Jeune Entrepreneur a par exemple été créée afin de promouvoir la création d'entreprises chez les jeunes en zones rurales

"Notre stratégie consiste à établir des structures locales, les "Maisons du jeune entrepreneur", où les jeunes peuvent obtenir des informations sur la manière de créer et de développer des entreprises", explique le président de la fondation Rida Lamrini. 🐦



# Les femmes à l'assaut de l'entrepreneuriat

PAR IHUOMA ATANGA

L'égalité des sexes, la parité en politique et l'autonomie financière, relèvent du parcours du combattant pour les femmes en Afrique.

Si de nombreux obstacles se dressent sur leur chemin, on distingue une lueur d'espoir: les filles scolarisées sont de plus en plus nombreuses et les femmes revendiquent davantage l'accès à des postes à responsabilité.

Même si les évolutions sont lentes et qu'il faut s'assurer que les filles ne se marient pas de manière précoce et qu'elles puissent faire études supérieures, les femmes bénéficient désormais d'une éducation et sont plus que jamais déterminées à s'assumer financièrement, à propulser leurs pairs vers l'autonomie financière et par conséquent, à contribuer à l'économie.

Afin d'échapper au chômage et de devenir définitivement indépendantes, elles sont de plus en plus nombreuses à opter pour l'entrepreneuriat.

Selon le *World Population Prospects* de 2015, un rapport du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, l'Afrique compte actuellement plus de 161 millions de femmes qui ont entre 18 et 34 ans. Du fait de la pénurie d'emplois, un faible pourcentage d'entre elles s'est tourné vers la création d'entreprises. Avec le soutien adéquat, elles pourraient être beaucoup plus nombreuses à s'engager sur cette voie.

L'inégalité entre les sexes empêche les pays d'atteindre leur plein potentiel de développement. La création d'entreprises prospères par les femmes est essentielle afin que le continent ait une chance de mettre en oeuvre l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Agée de 28 ans seulement, Ngozi Opara, fondatrice et directrice générale de NZO Beauty, a fondé un important site de commerce en ligne spécialisé dans les extensions de cheveux et possède un salon de coiffure à Washington DC, aux États-Unis.

Une formation en finance et des opportunités de financement sont d'après elle



La styliste Ejiro A. Tafiri, 28 ans, et son équipe dans leur atelier de Lagos au Nigeria. © Panos/A. E.

des leviers de réussite pour les femmes qui souhaitent monter leurs entreprises. Son ambition était d'offrir des produits uniques et innovants sur un marché local très important.

« J'ai une formation en finance et comptabilité qui m'a permis d'être orientée vers la résolution de problèmes, l'expertise chiffrée et de sortir des sentiers battus », dit-elle. « En affaires, ce sont des qualités et capacités qui vous aident à grandir et à rendre votre entreprise viable. »

Alors qu'elle pensait disposer de compétences solides en entrepreneuriat, naviguer dans le monde des affaires entre l'Afrique et l'Asie s'est avéré plus difficile que prévu.

« Être une jeune femme d'affaires africaine implique d'être confrontée à de nombreux défis. Le secteur d'activité dans lequel j'opère est dominé par des hommes alors que les femmes noires sont les premières consommatrices. Je représente une menace pour eux », déclare Mme Opara.

Les militants soutiennent que sans cadre juridique visant à protéger les femmes des structures patriarcales qui les excluent du développement économique, elles seront toujours défavorisées, que ce soit dans le monde des affaires ou du travail. Dans certaines communautés les femmes ne peuvent pas devenir propriétaire

terrienne et encore moins l'utiliser comme garantie pour obtenir un prêt bancaire.

En Afrique subsaharienne, les disparités salariales entre les hommes et les femmes réduisent le PIB par habitant de près de 9%. L'écart se resserre avec l'augmentation constante de la présence des femmes sur le marché du travail. Entre 1990 et 2013, la participation des femmes est passée de 59% à 64%, selon le rapport *Progress of The World's Women 2015-2016*. Bien que cela ne représente qu'une légère augmentation, les jeunes femmes africaines commencent à saisir les opportunités offertes par l'entrepreneuriat et à se lancer dans les affaires.

Les organisations cherchent à combler ces écarts et ont commencé à mettre en place des plateformes visant à éduquer, former et soutenir les jeunes femmes africaines pour la création et la gestion d'entreprises fructueuses.

Parmi ces organisations on peut citer *She Leads Africa*, une start-up panafricaine dirigée par des femmes et basée au Nigeria. Fondée par deux jeunes femmes d'Afrique de l'Ouest, Yasmin Belo-Osagie (Nigériane) et Afua Osei (Ghanéenne), elle aide les femmes à construire leur carrière et offre des opportunités de formation et de coaching. *She Leads Africa* organise des

sessions intensives de formation dénommées 'SheHives', et des concours visant à aider les femmes à lever des fonds pour leurs entreprises dans des grandes villes d'Afrique telles que Lagos, Johannesburg et Accra, ainsi qu'à New York et Londres. Elles offrent également un accès gratuit aux informations diffusées par les médias et à des webinaires où les femmes du monde entier peuvent recevoir une formation gratuite et obtenir des réponses à leurs préoccupations commerciales.

Bien que jeune, l'organisation a déjà formé et encadré plus de 200 000 femmes dans plus de 30 pays africains.

Les opportunités pour réussir leur carrière sont essentielles à leur émancipation et à leur contribution à l'économie africaine.

Afin de renforcer les politiques nécessaires à l'émancipation des jeunes femmes, les gouvernements comme l'ensemble de la société doivent fournir davantage d'efforts en matière de promotion de l'égalité des sexes dans tous les domaines. Les évolutions sont encore jugées trop lentes. Selon ONU Femmes, l'agence qui promeut l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, si les progrès demeurent constants, il faudra environ 50 ans pour parvenir à la parité au sein des Parlements et 80 ans pour atteindre l'égalité en termes de participation à la vie économique.

Pour les femmes, contribuer pleinement à l'économie ne signifie pas seulement agir en tant que citoyennes responsables. Cela implique la capacité à prendre son destin en main, à créer de la richesse et à se développer. 🌱

Ngozi Opara, PDG de Nzo Beauty. 📷 Ngozi Opara



## VIOLENCE

# Qui protégera nos filles ?

Multiplier les efforts pour mettre fin aux pratiques culturelles et à la violence dont les filles sont victimes

PAR PAVITHRA RAO

**J**eune, Consolee Nishimwe a connu les pires violences qu'une fille à peine adolescente pouvait connaître. En 1994, en plein génocide rwandais, des rebelles armés de machettes se sont attaqués aux familles comme la sienne et les ont forcées à se cacher la nuit.

C'est aussi à cette période qu'un de ses voisins l'a violée à plusieurs reprises. Peu après, les rebelles ont attaqué sa famille, tuant son père et ses frères et obligeant Consolee à fuir son pays. Aujourd'hui âgée d'une trentaine d'années, Consolee réside aux États-Unis. Elle a raconté son expérience dans un livre : *Tested to the Limit: A Genocide Survivor's Story of Pain, Resilience and Hope* (« Aux limites du supportable : la douleur, la résilience et l'espoir d'une survivante du génocide »).

L'expérience de Consolee illustre la tragédie de milliers de jeunes filles qui ont vécu le génocide au Rwanda ou d'autres conflits dans des pays comme la République centrafricaine, la République démocratique du Congo et le Sud-Soudan. Comme dans de nombreuses parties du monde, le viol, en période de troubles, peut très vite devenir une arme de guerre.

Selon ONU-Femmes, l'agence mondiale chargée de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, sept femmes sur dix dans le monde sont confrontées au moins une fois dans leur vie à des violences physiques ou sexuelles.

## Préjudice

Le viol n'est pourtant qu'une des nombreuses formes de violences ou pratiques culturelles préjudiciables que les jeunes Africaines continuent de subir. On dénombre aussi la mutilation génitale féminine (MGF) ou les mariages précoces forcés. Malgré des années de sensibilisation aux risques de la MGF, des milliers de jeunes filles dans le monde continuent d'y être soumises. Pour un nombre plus



important d'entre elles encore, le mariage forcé, parfois dès l'âge de 9 ans, est une réalité.

Ainsi en Somalie, 98% des filles âgées de 5 à 15 ans subissent une MGF.

Selon les experts médicaux, les MGF peuvent avoir des répercussions physiques et mentales sur le long terme. Elles peuvent aussi provoquer des chocs septiques, hémorragies et intoxications sanguines qui peuvent se révéler mortels selon le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP).

Parmi les effets à long terme des MGF, on peut citer des problèmes comme l'incontinence urinaire, les douleurs lors des rapports sexuels et des complications pendant et après l'accouchement. Les risques de décès pour la mère ou l'enfant lors de l'accouchement augmentent et les mères qui survivent peuvent souffrir de complications postnatales débilantes.

Les pays à forte prévalence de MGF tendent à avoir des taux de mortalité maternelle de 550 pour 100 000 naissances vivantes alors qu'en Afrique du Sud, où la MGF est interdite en vertu de la Loi sur les enfants, le taux de mortalité maternelle est de 300 pour 100 000 naissances vivantes.



Des écolières assistent à la cérémonie d'inauguration d'un programme de lutte contre l'excision (MGF) à Nakuru au Kenya. © Alamy

Selon l'UNICEF, la mortalité maternelle a diminué de 44% entre 1990 et 2015, passant de 385 à 216 décès pour 100 000 naissances vivantes, soit une baisse de 2,3% par an. Bien qu'impressionnante, cette baisse représente moins de la moitié du taux annuel de 5,5% requis pour atteindre en 2015 une réduction des trois quarts de la mortalité maternelle, comme le prévoient les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Alors même que les défenseurs des droits des femmes continuent de réclamer une interdiction totale de cette pratique néfaste dans le monde, certains Africains de la diaspora continueraient à envoyer leurs filles au pays pour qu'elles soient excisées.

Compte tenu de leurs effets néfastes, pourquoi les MGF sont-elles encore pratiquées en Afrique ? L'Organisation mondiale de la santé (OMS) pointe du doigt les croyances à la fois socioculturelles, psychosexuelles, religieuses ou hygiénistes, associées à la pression sociale qui oblige à se conformer à ces pratiques pour assurer aux filles la possibilité de contracter mariage.

### Mariage précoce

Les filles mineures mariées à des adultes sont aussi plus exposées à la violence sexiste. Des études montrent que les épouses enfants sont plus susceptibles d'être battues par leur mari que celles qui se marient une fois adultes.

Selon Filles, Pas Épouses (Girls Not Brides), un collectif d'organisations de la société civile qui luttent contre le mariage des enfants, « plus la différence d'âge entre les filles et leurs maris est grande, plus la probabilité augmente que ces jeunes filles soient victimes de violence conjugale ».

Selon ONU-Femmes, il y a plus de 700 millions d'épouses enfants dans le monde, les cinq premiers pays concernés étant en Afrique. Avec 76% de mineures mariées, le Niger arrive en première position, suivi de la République centrafricaine à égalité avec le Tchad (68%), du Mali (55%) et du Burkina Faso (52%).

Obliger les enfants à se marier constitue une violation de leurs droits fondamentaux, car entre autres conséquences, le mariage prive l'enfant de son droit à l'éducation. En 2016, l'UNICEF a souligné que les filles qui vont à l'école acquièrent non seulement une instruction, mais se marient aussi plus tard et sont donc plus mûres et mieux équipées pour améliorer leur bien-être socioéconomique ou émotionnel.

Les Nations Unies estiment que chaque année, 15 millions d'enfants sont mariées. »

### Pas d'accès à la contraception

Selon le FNUAP, les conséquences négatives des mariages précoces sont exacerbées par le manque d'accès à la contraception et à l'éducation reproductive. La moitié des grossesses adolescentes (des moins de 20 ans) dans le monde se produisent en Afrique subsaharienne et selon l'OMS,

la République démocratique du Congo et l'Éthiopie sont loin devant.

Selon le Centre américain d'innovation et de diffusion de la recherche en matière de population de l'Institut Guttmacher, la clé de la prévention des grossesses chez les mineures, adolescentes ou femmes non préparées est la sensibilisation aux bienfaits de la santé reproductive. Le centre soutient qu'une meilleure sensibilisation aux questions de santé reproductive permettrait de réduire de 83% les grossesses non désirées.

Par ailleurs, le centre constate que si des services de santé comme la distribution de contraceptifs étaient correctement administrés, les décès dus aux avortements à risques pourraient diminuer de 84%.

### S'attaquer aux problèmes

Alors que les experts continuent de chercher des moyens de protéger les jeunes filles, certains pays ont élaboré des lois pour les protéger. Vingt-quatre pays, dont le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Kenya et le Nigéria, punissent désormais les contrevenants aux lois contre les MGF de peines qui vont de six mois de prison à la prison à vie.

Certains pays font aussi des progrès, lents mais réguliers, dans leurs efforts d'éradication des mariages d'enfants. Ainsi, en juillet 2016, le gouvernement gambien a déclaré que le fait d'épouser des filles de moins de 18 ans constituait désormais une infraction pénale passible de condamnations pouvant aller jusqu'à 20 ans d'emprisonnement. La pratique est également interdite en Tanzanie.

En 2015, l'ONU a tenu son premier Sommet des filles africaines sur l'élimination du mariage des enfants en Afrique. Des mesures visant à imposer l'âge de 18 ans comme âge légal du mariage, ainsi que les peines applicables aux contrevenants, ont été examinées.

Récemment, à l'occasion de la Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines, la Directrice exécutive d'ONU-Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, s'est exprimée en faveur d'un « monde où règne l'égalité des sexes et où les filles peuvent choisir leur avenir » – un monde où elles puissent vivre à l'abri des MGF et de la violence. 🇳🇵

# Le périlleux attrait de l'Europe

Les jeunes continuent de risquer leurs vies

PAR EFAM AWO DOVI



Des migrants d'Afrique et d'ailleurs secourus par un navire de la marine italienne en Méditerranée.

UNHCR/A. D'Amato

**A**madou a quitté le Sénégal avec son frère cadet en 2016 pour aller en Italie. « Beaucoup de mes amis partis en Europe sont rentrés au Sénégal avec de l'argent pour se construire des maisons », raconte-t-il en soulignant que nombre d'entre eux sont partis sans documents.

« Je pensais pouvoir être l'un d'entre eux », écrit-il encore pour *Je suis migrant*, une campagne parrainée par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui offre aux migrants une plateforme pour raconter leurs histoires de migration.

Après un périlleux voyage, Amadou et son frère de 16 ans sont arrivés sur les côtes libyennes. Amadou a trouvé un emploi dans une petite boutique.

Grâce à ce travail, il comptait économiser de l'argent pour la prochaine étape de son voyage vers l'Italie. Mais des jours entiers passés à travailler ne lui ont pas permis de réunir la somme nécessaire.

Un jour, son frère a été tué. « Ils l'ont attaqué en plein jour, dans le centre-ville. Ils lui ont demandé de l'argent, mais il n'en avait pas... alors ils lui ont tiré dessus », raconte Amadou. Sa famille l'a supplié de rentrer.

« J'ai fait tout mon possible pour retourner chez moi », écrit-il en décrivant son expérience au Niger, pays de transit pour les migrants ouest africains où l'OIM aide ceux qui, comme Amadou, sont bloqués sur place, à rentrer chez eux en toute sécurité.

Amadou avait vendu tous les moutons de son père et promis de les remplacer dès son arrivée en Italie. « Mais je ne suis jamais arrivé en Italie. Si je trouve du travail au Sénégal, je resterai, sinon, je tenterai ma chance une deuxième fois. »

## Voyage meurtrier

Amadou n'est pas seul dans son désir de tout risquer pour faire le dangereux voyage vers l'Europe dans l'espoir d'y trouver un emploi. Chaque année, dans de nombreux autres pays d'Afrique, des hommes de 18 à 40 ans partent en direction de l'Afrique du Nord en empruntant les itinéraires bien rodés des passeurs, puis embarquent pour traverser la Méditerranée et rejoindre l'Europe.

Dans des conditions climatiques souvent difficiles, ils voyagent des jours entiers dans le désert, subissant les mauvais traitements des passeurs et des réseaux criminels et dépensant de fortes sommes d'argent pour financer leur voyage. Un bon nombre d'entre eux se retrouvent bloqués dans les pays de transit et certains sont alors obligés de rentrer dans leur pays d'origine.

Au Niger, un migrant de Sierra Leone qui voyageait avec deux de ses fils a raconté aux travailleurs humanitaires comment le conducteur de leur véhicule les avait abandonnés dans le désert pendant plusieurs jours, jusqu'à ce qu'ils fassent demi-tour.

Même lorsque ces migrants issus de toute l'Afrique arrivent en Libye, leur sécurité n'est pas garantie du fait de l'instabilité qui règne dans ce pays.

Certains de ces migrants africains réussissent à rejoindre l'Europe par la Méditerranée sur des radeaux ou des bateaux surchargés après avoir payé entre 3 000 et 5 000 dollars par personne pour le voyage. Beaucoup d'autres meurent en tentant leur chance.

Rien qu'en 2015, quelque 171 000 migrants sont arrivés en Italie en provenance d'Afrique du Nord selon les autorités

italiennes. Ce chiffre est le plus élevé jamais enregistré, battant le record établi en 2014 avec 170 100 arrivées.

Un autre record a été battu en 2016 : celui du nombre de morts parmi ceux qui ont cherché à rejoindre l'Europe par la mer. Le Projet de l'OIM sur les migrants disparus a enregistré 5 085 décès de migrants et réfugiés en Méditerranée en 2016, contre 3 777 l'année précédente et 3 279 en 2014.

## Facteurs d'attraction

« Les gens migrent pour des raisons différentes, mais parfois c'est comme de sauter sans parachute : vous n'avez pas d'autre choix », témoigne Emmanuel sur le site *Je suis migrant*. Emmanuel est un chrétien de Somalie qui vit au Luxembourg.

Selon l'OIM, la grande majorité des migrants africains qui viennent en Europe par la Méditerranée sont des Érythréens fuyant la répression et le service militaire obligatoire, des Somaliens qui cherchent à échapper à l'extrême pauvreté, l'instabilité politique et l'insécurité de leur pays, et des Soudanais chassés par les conflits armés.

En tête de liste, on trouve aussi des migrants originaires du Nigéria, de Gambie, de Côte d'Ivoire, de Guinée, du Mali, du Sénégal et, dans une moindre mesure, du Ghana.

Selon Monica Chiriack du bureau de l'OIM au Niger, c'est essentiellement le manque de « perspectives économiques et l'absence d'espoir d'une vie meilleure dans leur pays d'origine » qui motive les candidats au départ chez les jeunes d'Afrique de l'Ouest.

Emmanuel Asante est originaire de Brong Ahafo, la région d'où provient la majorité du trafic migratoire illégal au Ghana. Avec un groupe d'amis, il a entrepris en 2007 le périlleux voyage jusqu'en Libye. Il avait une formation d'électricien automobile et économisait de l'argent pour monter son propre atelier.

« Je n'avais pas l'intention d'aller en Europe. J'avais entendu que traverser la Méditerranée n'était pas facile », se souvient M. Asante.

À Tripoli, la capitale libyenne, il a travaillé sur un chantier de construction et mis environ 150 dollars par mois de côté pour s'acheter un terrain chez lui, au Ghana. En 2010, il est rentré avec 3 000 dollars à investir. À 33 ans, M. Asante

possède aujourd'hui un magasin de composants électriques pour voitures. Mais les affaires ne sont pas bonnes, dit-il, et cette fois il veut faire le voyage jusqu'en Europe.

« Les migrants en sont venus à croire que la seule façon de réussir leur vie était de quitter leur pays », explique Kwadwo Boakye-Yiadom de *Migrant Watch & Skilled Revolution Front*, une ONG qui intervient à Nkronza Sud dans la région de Brong Ahafo pour sensibiliser les candidats au départ aux dangers des routes migratoires.

En dépit des risques qui attendent les migrants sur la route, les bénéfices du voyage en Europe sont manifestes partout autour d'eux, comme dans le village gambien de Sabaa et dans la région de Nkoranza au Ghana où des cases aux toits de chaume cèdent peu à peu la place aux maisons en dur, principalement financées par l'argent de parents qui vivent à l'étranger.

« Le projet des jeunes qui ont entre 14 et 15 ans et vont à l'école secondaire, c'est d'aller en Libye puis en Europe », explique M. Boakye-Yiadom à *Afrique Renouveau*. Pour Adanse Aikins, qui enseigne à l'Institut technique de Nkoranza, le principal facteur qui explique cette tendance est la pauvreté.

## Tendance mondiale

Ces 15 dernières années, le nombre de personnes en mouvement à l'échelle mondiale a été en forte augmentation, quelle qu'en soit la raison – de la recherche de travail à celle d'une vie meilleure à l'étranger. Selon le *Rapport sur les migrations internationales, 2015* des Nations Unies, ils étaient 244 millions cette année-là. Contrairement à ce qu'on croit, les Africains ne représentent que 14% du total de ces personnes, soit 34 millions de migrants en 2015. Leur destination n'est pas non plus nécessairement celle des pays développés.

Selon le secrétariat régional aux migrations mixtes (Regional Mixed Migration Secretariat, RMMS), une organisation qui aide plusieurs agences de la Corne de l'Afrique et du Yémen dans la gestion et la protection des migrants, l'Afrique reste en effet la première destination des migrations intrarégionales. Leurs économies étant plus performantes, le Kenya et l'Afrique du Sud sont les principaux pays de destination de la migration mixte – qui comprend les

réfugiés et les migrants illégaux et économiques – venus d'autres pays africains.

« Si les gens n'ont aucun moyen de subsistance, ils n'attendent pas de mourir de faim, mais cherchent à partir pour de meilleurs horizons », expliquait à Bruxelles l'ancienne présidente de la Commission de l'Union africaine, Nkosazana Dlamini-Zuma, à l'issue d'une réunion sur la crise des migrants avec le président de la Commission de l'Union européenne (UE), Jean-Claude Juncker, en 2015.

Certains experts du développement jugent que l'approche adoptée par l'UE aux termes du Cadre de Partenariat pour les migrations signé en 2016, qui vise à renforcer la coopération avec les pays du tiers monde pour mieux gérer les migrations, n'endigera pas la tendance, car les résultats de l'aide au développement (quand il y en a) ne sont pas immédiats.

Les décideurs de l'UE se servent de l'aide au développement pour faire pression sur les pays de transit et les pays d'origine comme l'Éthiopie, le Niger, le Nigéria, le Mali et le Sénégal, afin qu'ils mettent en œuvre des politiques de lutte contre les migrations. Pour les experts, cela ne fait que déplacer le problème.

En décembre dernier, le Mali a été le premier pays à signer un accord « argent contre migration » aux termes duquel il a reçu une enveloppe de 145,1 millions d'euros en fonds pour le développement en échange du rapatriement de Maliens ayant migré illégalement. Cette enveloppe doit aussi permettre de créer des emplois et de lutter contre les passeurs et les réseaux criminels, quand cela est possible.

Le ralentissement de ces flux migratoires exigera des efforts de sensibilisation et une collaboration. Transformer l'aide en croissance économique prend aussi beaucoup de temps. À court terme, il est donc peu probable que cette aide ait un effet notable sur les décisions de migration des individus. En outre, quand l'aide commencera à favoriser la croissance, elle pourrait avoir l'effet inverse à celui attendu sur les migrations. Dans les pays très pauvres comme le Mali, l'émigration tend en effet à augmenter avec le revenu des ménages. Lorsqu'un nombre plus important de familles s'enrichissent, elles sont en effet en mesure de payer pour les coûts élevés de la migration. 📌

# Souvenirs d'un ex-enfant soldat

« Ma plus grande peur, c'était les autres enfants, armés et drogués »

PAR MOHAMED SIDIBAY

**M**on nom est Mohamed Sidibay. Je suis né en Sierra Leone, un beau pays niché sur les côtes d'Afrique de l'Ouest.

J'avais tous justes cinq ans quand la guerre civile nous a engloutis. Enlevé par les rebelles, j'ai vécu dans un monde où mes ravisseurs, au lieu de me faire craindre Dieu, m'ont appris à avoir peur des enfants intoxiqués par les drogues qui brandissaient des fusils AK-47 plus grands qu'eux et qui étaient obligés de choisir entre tuer, ou être tués.

J'étais l'un de ces enfants soldats. J'ai vécu dans un monde où votre meilleur ami pouvait vous tuer si sa vie en dépendait.

A cinq ans seulement, j'ai été témoin de mon premier meurtre. En 1997, la guerre civile avait atteint mon village. C'est seulement après avoir été enlevé de chez moi que j'ai compris le malheur qui m'arrivait. L'homme que j'appellerais plus tard Général a tué mes parents devant moi. C'est comme ça que j'ai rencontré la guerre.

Des années ont passé. Une nuit, je me suis enfui pour Freetown, la capitale de la Sierra Leone. Ce fut l'une des nuits les plus longues de ma vie : j'ai dormi sur un banc en bois trop petit pour moi et j'ai passé la plus grande partie de la nuit à chasser les moustiques et à tenter de me réchauffer. Quand je me suis réveillé, j'avais tellement pleuré que mon visage était couvert du résidu blanc et salé de mes larmes. J'aurais aimé alors que les choses soient différentes.

Un prêtre italien m'a hébergé et m'a recommandé à une ONG qui, grâce aux technologies, mettait en contact des étudiants avec des enseignants du monde entier. C'est comme ça que j'ai commencé mon éducation. J'ai bientôt été parrainé pour intégrer une école primaire sierraléonaise.

La guerre m'a privé de mon enfance. Elle m'a laissé orphelin et sans abri. En Sierra Leone, l'essentiel des atrocités a été commis par des enfants juste assez grands pour attacher leurs lacets. J'étais l'un de



ces enfants. Au lieu des cartouches d'encre des imprimantes, ce sont les chargeurs des armes à feu que j'ai appris à changer. Bien avant de savoir écrire 1, 2 et 3, je maîtrisais la « compétence » qui consiste à cribler un mur de plomb. À l'époque, plus on avait l'air jeune, pire était le carnage que nous infligions.

La guerre civile a finalement pris fin en 2002, mais il a fallu continuer à lutter. Pour moi, la bataille de la réintégration commençait. En m'évitant, les miens m'ont infligé le pire châtiment qu'une communauté étroitement liée puisse faire subir à un enfant soldat repent. J'étais tourné en ridicule par les anciens pour mon impudence et les jeunes de mon entourage étaient méchants avec moi.

Un jour, il s'est produit quelque chose d'inattendu. Un étranger m'a dit la vérité que je ne voulais pas entendre : je pouvais prendre mon destin en main si je réussissais à m'instruire. Mais comment faire ? J'avais dix ans. Je ne savais ni lire, ni écrire. Par où commencer ? Je m'interrogeais : l'éducation m'aiderait-elle à oublier mon expérience du meurtre et de la guerre ? Avait-elle le pouvoir de faire cesser mes cauchemars ?

Nous savons que les guerres se terminent toutes un jour ou l'autre, mais les cicatrices et le fardeau, eux, peuvent se prolonger pour l'éternité. C'est la vie, n'est-ce pas ? Les choses ne se passent pas toujours comme nous le souhaitons.

En 2007, à l'âge de 12 ans, j'ai été invité à parler de mon expérience d'enfant soldat dans deux universités américaines. Ce qui était censé n'être qu'un bref voyage est devenu un séjour permanent quand j'ai refusé de monter dans l'avion qui devait me ramener chez moi. J'ai quitté l'aéroport de New York avec seulement 40 dollars en poche, un iPod Nano, mon passeport, une paire de jeans blancs et une chemise orange.

Je suis resté parce que l'Amérique m'avait rendu espoir et, plus tard, m'a accordé l'asile à Maplewood dans le New Jersey, où je me suis inscrit à l'école secondaire. À 14 ans, j'allais pour la première fois rentrer à l'école secondaire, au sein d'une communauté complètement différente de celle que j'avais connue. Faire en sorte que ma nouvelle vie s'accorde avec mon passé a continué d'être un défi pour moi.

Je n'avais jamais imaginé finir des études secondaires et encore moins être diplômé de l'université. L'éducation m'a offert des choix et des chances et présenté des défis.

L'éducation peut donner à ceux qui n'ont pas de chance la possibilité de se relever et de connaître le monde. Par le biais de mon travail sur le projet My Hero au sein de la Commission internationale pour le financement de possibilités d'éducation dans le monde, je consacre désormais ma vie à défendre cette cause et à rendre service.

L'éducation est un don dont je reconnaissais la valeur. Je crois que même si nous pouvions donner le monde entier aux gens, cela n'empêcherait pas le monde de s'écrouler. Mais si nous leur donnons une éducation, ils peuvent le reconstruire. 🙏

*Mohamed Sidibay a reçu son diplôme du lycée de Columbia à Maplewood dans le New Jersey. Il doit entrer cette année à l'université George Washington.*

## DÉFENSEURS DES ODD

# Rendre les ODD accessibles

Les ODD traduits en divers langues locales

PAR KINGSLEY IGHOBOR

**D**'après le jeune Camerounais Ntiokam Divine, les ODD ont été élaborés dans le langage particulier des experts. Afin de les rendre accessibles au plus grand nombre, notamment aux populations locales, Divine, 36 ans, s'est donné pour mission de traduire les ODD dans de nombreuses langues vernaculaires africaines en utilisant une terminologie compréhensible par tous.

Sa stratégie consiste à former les membres influents des communautés, en particulier les jeunes, qui, à leur tour, transmettent les textes traduits.

Depuis l'adoption en septembre 2015 des ODD, M. Divine a formé 30 membres de diverses organisations de la société civile dédiées à la jeunesse et aux femmes à Yaoundé, la capitale du Cameroun, dans le cadre du programme de formation de la Jeunesse africaine aux ODD (AYS DGT) et au Nigéria l'année dernière. Bien que ces formations aient été dispensées en anglais, il a insisté sur le fait que les ODD devaient être accessibles à tous.


M. Divine et d'autres bénévoles ont déjà formé plus de 2 000 jeunes de 11 pays, qui traduisent les ODD dans les dialectes locaux. Les pays couverts jusqu'ici sont le Ghana, le Kenya, le Mali, le Maroc, le Rwanda, le Togo et la Zambie.

Après la traduction des ODD en langues locales camerounaises - Ewondo, Shupamum et Basaa - le programme de formation a travaillé à la constitution de clubs des ODD dans les écoles primaires, secondaires et à l'université, afin de former des ambassadeurs des ODD au niveau local.

M. Divine affirme qu' " à travers ces clubs, les jeunes peuvent contribuer aux échanges mondiaux sur les questions relatives à leur avenir, et mieux apprécier les ODD ".

Lors de la Conférence de Marrakech sur le changement climatique (COP22) en novembre 2016, M. Divine a assuré aux délégués que la traduction des ODD en



Ntiokam Divine (à droite) à la Conférence sur le changement climatique de Marrakech au Maroc, en novembre 2016.  Ntiokam Divine

langues locales a un impact positif durable. Lors d'une réunion dédiée, David Nabarro, alors Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies sur les ODD, s'est penché sur les moyens de mettre en œuvre l'initiative de M. Divine.

Jusqu'ici, M. Divine a traduit les ODD dans 32 langues au Cameroun, son pays natal, ainsi que dans certaines langues d'Éthiopie, de la République démocratique du Congo et du Nigeria.

Au Nigeria, les ODD ont été traduits en Igbo, Yoruba et Hausa, les principales langues du pays. Il existe également une version swahilie, distribuée aux communautés du Kenya, de Tanzanie, de Zanzibar, de l'Ouganda, du Rwanda, du Burundi et de la République démocratique du Congo, ainsi que dans certaines régions de la Zambie, du Mozambique, du Malawi, de la Somalie et des Comores.

## Une jeunesse exemplaire

Activiste de longue date, participant au Conseil International de la Jeunesse, à la Charte de la Terre et aux Enfants de la Terre, M. Divine est un citoyen du monde en adéquation parfaite avec son projet. Il a parcouru l'arrière-pays du Cameroun et voyagé dans près de 100 pays à travers le monde. «*Mon engagement dans le domaine du développement me vient de ma mère* », déclare-t-il. «*Elle m'a encouragé à responsabiliser les jeunes dans les communautés rurales africaines* »

En 2009, il a organisé avec succès la campagne Stand Up visant à promouvoir les Objectifs du Millénaire dans les écoles camerounaises. Cette activité a attiré l'attention de plusieurs agences de l'ONU.

voir page 35



ENTRETIEN

# Les jeunes ont besoin d'opportunités pour montrer leurs talents

— Tonye Cole, chef d'entreprise africain accompli

**Tonye Cole** est co-fondateur de Sahara Group, un conglomérat international spécialisé dans le pétrole et l'énergie. Il est également membre du Groupe consultatif du secteur privé du Fonds mondial pour les Objectifs de développement durable qui regroupe les principaux chefs des grandes entreprises du monde entier. Sahara Group est très impliqué dans le développement des jeunes au Nigeria. Dans cet entretien accordé à **Kingsley Ighobor** d'*Afrique Renouveau* à New York, M. Cole souligne l'urgence d'offrir aux jeunes des opportunités à la hauteur de leurs talents.



## **Afrique Renouveau: Votre entreprise est connue pour son soutien aux jeunes de votre pays, le Nigeria. Comment procédez-vous?**

M. Cole: Tout d'abord, permettez-moi de souligner ce que nous croyons que les jeunes possèdent: des idées. Il doit néanmoins y avoir une adéquation entre leurs idées et l'accès aux innovations. Les jeunes ont besoin d'une plateforme leur permettant d'exprimer leurs talents sur le marché international.

### **Qu'entendez-vous par «plateforme»?**

J'entends par là la mise en oeuvre de politiques qui offrent aux jeunes l'opportunité de montrer de quoi ils sont capables et un environnement favorable qui les mette en confiance et souligne l'étendue du marché qui s'ouvre à eux. Une sorte de pipeline qui les mène à ce marché. D'abord le gouvernement doit mettre en place des politiques adaptées à la mise en oeuvre d'une idée, puis diffuser cette idée localement et enfin, la faire rayonner sur le marché. Après ça, les bénéficiaires retournent au jeune qui a créé l'entreprise, quelque part en Afrique.

Les jeunes n'ont pas besoin d'aller en Occident pour démontrer leurs talents. Nous avons la chance de les avoir sur le continent ! En revanche, nous devons leur fournir les outils pour qu'ils puissent exporter et se procurer des devises afin de pouvoir réinvestir dans leurs pays. C'est notre défi. Nous créons donc une plateforme entrepreneuriale qui les connecte au reste du monde.

**Donc, votre tâche consiste à plaider pour des politiques qui promeuvent vos entrepreneurs et les soutiennent dans la recherche de débouchés à l'étranger, c'est bien ça?**

C'est tout à fait ça.

### **Quels types de compétences ciblez-vous?**

Notre plateforme est destinée aux jeunes tournés vers les TIC. On recense environ 12 millions de jeunes dans cette

catégorie au Nigeria et notre ambition est qu'ils accèdent au reste du monde. Une fois établis sur cette plateforme, nous les connectons au marché international et à partir de là, tout devient possible.

### **Cela signifie que vous recherchez des jeunes qui ont des compétences en informatique?**

Pas seulement en informatique. Vous pouvez leur enseigner d'autres compétences. Nous nous sommes rendus compte à travers la plateforme que ces jeunes sont extrêmement polyvalents. Beaucoup d'entre eux ont des téléphones avec lesquels ils gagneront de l'argent, d'autres feront autre chose. Commençons d'abord par créer un environnement favorable qui permette à leurs idées de germer.

### **Comment se passe la collaboration avec les décideurs politiques?**

Sur ce point, Dieu nous a bénis. Je fais des affaires au Nigeria depuis 24 ans et j'ai eu l'occasion de rencontrer beaucoup de gens. Si notre génération n'a pas la capacité d'influencer, de communiquer ou d'aider les gouvernements à adopter des politiques, alors ce serait un échec qui nuirait à la génération qui nous suit. Notre responsabilité est de constituer un pont entre le gouvernement et les jeunes, et de les mettre en relation.

**“ Nous avons besoin de politiques qui offrent aux jeunes l'occasion de montrer leurs talents et un environnement qui leur soit favorable et leur dise en permanence que c'est possible, qu'ils peuvent le faire. ”**

### **Et que souhaitent-ils?**

Nous comprenons le langage des jeunes. Ils souhaitent une plateforme qui leur permette d'accéder au reste du monde. Nous avons accès à la fois à l'international et au gouvernement. Nous les soutenons donc.

### **Pensez-vous que le manque d'opportunités pour les jeunes dans le gouvernement ou le secteur privé constitue la raison pour laquelle ces derniers rejoignent des groupes terroristes tels que Boko Haram?**

Un proverbe dit que l'oisiveté est mère de tous les vices. Vos jeunes doivent se sentir engagés. Si vous disposez d'un nombre important de jeunes désœuvrés, vous courrez à la catastrophe. Il est donc impératif que nous leur offrions des moyens de révéler librement leurs talents, que ce soit à travers la musique, les films, l'agriculture, les TIC : quels que soient leurs intérêts, donnez-leur les moyens de les cultiver et de s'exprimer. 🇳🇮



# ODD: les jeunes peuvent aider

—Samuel Malinga

En 2015, **Samuel Malinga**, 26 ans, a fondé Sanitation Africa - une entreprise spécialisée dans la transformation des déchets en combustibles pour la cuisson et en engrais agricoles. Samuel a été reconnu par plusieurs organisations pour son approche novatrice, dont la Fondation Tony Elumelu, qui l'a subventionné pour continuer à développer son activité. En 2014, le magazine Ventures Africa l'a classé parmi les 40 innovateurs africains à suivre. Lors de sa visite au siège des Nations Unies (NU) à New York, Samuel a voulu partager son expérience avec **Kingsley Ighobor d'Afrique Renouveau**



## **Afrique Renouveau: Quelle est la raison de votre visite au siège des NU?**

**Malinga:** Je suis ici avec 16 autres jeunes leaders du monde entier pour rédiger un plan d'action d'un an visant à promouvoir les Objectifs de Développement Durable [ODD] pour s'assurer de leur réalisation d'ici 2030.

## **Comment avez-vous été sélectionné pour ce voyage?**

Je réalise des projets d'assainissement. Je modernise et conçois des toilettes

innovantes à faible coût qui répondent aux défis du changement climatique, comme l'affaissement des sols. Nous disposons d'une solution innovante pour vidanger les toilettes, surtout dans les zones qui ont des infrastructures défectueuses. Notre technologie permet aux gens de réutiliser leurs toilettes dans les zones où il n'y a pas beaucoup d'espace, au lieu de creuser de nouvelles fosses.

## **Combien cela coûte-t-il?**

Pour vidanger une toilette, un client paie environ 50\$. La construction de nouvelles

toilettes coûte entre 200 et 400\$. Il est donc moins coûteux de vidanger les anciennes (quand la fosse est pleine après plusieurs mois d'utilisation, tout dépend du nombre d'utilisateurs) que de construire de nouvelles toilettes.

## **Pouvez-vous nous décrire brièvement votre solution ?**

Nous transformons les déchets *en combustibles pour la cuisson et en engrais agricoles*. Nos recherches ont démontré que nos combustibles brûlent plus longtemps et sont quatre fois moins chers que le bois. Nous avons conçu une pompe pour

vider les fosses ainsi qu'une usine de traitement qui transforme les boues sèches en briquettes pour la cuisson.

### **Dans combien de communautés travaillez-vous en Ouganda?**

Nous travaillons dans trois régions: à Kampala et dans certaines régions de l'Est et de l'Ouest. Nous avons l'intention de diffuser cette technologie à travers l'Afrique.

### **Combien de personnes employez-vous?**

Nous avons six employés permanents, et nous embauchons des jeunes à temps partiel pour faire du marketing. Nous embauchons davantage pour la construction des toilettes, parfois entre 10 et 20 personnes.

### **Qu'auraient fait les collectivités avec lesquels vous travaillez si vous n'aviez pas été là**

Je pense qu'il y aurait de graves problèmes, car les gens déversent leurs déchets dans les canaux de drainage, qui se retrouvent ensuite dans les réservoirs d'eau et les systèmes d'approvisionnement. Il y aurait beaucoup de contaminations.

### **Qui finance vos opérations?**

Je dois avouer, avec fierté, que le premier financement que j'ai obtenu provenait de Future Project à Lagos, au Nigeria, dirigé par la Fondation Tony Elumelu. Ils m'ont offert environ deux millions de naira (10.000\$ en 2014). Nous pourrions avoir encore plus d'un impact, mais les financements sont limités. Les banques hésitent à accorder des prêts en raison du manque de garantie.

### **Mais c'est une entreprise rentable?**

Oui.

### **A l'avenir, pourriez-vous auto-financer?**

Oui, c'est le but ultime. Une marge bénéficiaire de 25% pourrait financer nos opérations de manière pérenne. Ce n'est pas toujours viable de solliciter des fonds comme le font les autres ONG.

### **En quoi votre action contribue-t-elle aux efforts réalisés pour atteindre les ODD?**

Nous allons beaucoup solliciter les communautés car, pour atteindre les ODD, nous devons nous assurer que tout le monde est impliqué, en particulier les jeunes. Les gouvernements doivent prendre conscience de l'importance de la jeunesse dans le développement.

### **Comment décririez-vous les conditions socio-économiques des jeunes ougandais?**

La plupart des jeunes, notamment ceux qui sont éduqués, s'attendent à trouver un emploi à la sortie de l'école. Mais c'est loin d'être facile. C'est pourquoi beaucoup revendiquent maintenant leurs droits: ils veulent être impliqués dans la prise de décisions, dans la politique, et même dans le processus de préparation des budgets.

### **Quels autres défis les jeunes ougandais rencontrent-ils?**

Les jeunes ont besoin de mentors. Ils manquent de financement pour démarrer leurs projets et ne sont pas convenablement représentés sur la scène politique.

### **Qui vous a inspiré?**

La communauté dans laquelle j'ai grandi. À l'âge de 12 ans, j'ai vu des personnes souffrir des maladies liées aux mauvaises conditions sanitaires comme le choléra, la diarrhée et la dysenterie. Je me suis inscrit en ingénierie et une fois mon diplôme en poche, j'ai commencé à réfléchir à des solutions.

### **Comment imaginez-vous votre entreprise dans les 5 à 10 prochaines années?**

Nous souhaitons travailler dans les villes qui connaissent une croissance rapide et d'autres régions d'Afrique de l'Est, étendre nos opérations, et embaucher plus de jeunes.

### **Comment jugez-vous les politiques actuelles en faveur des jeunes en Ouganda?**

Il n'y a pas de politiques claires à l'égard des jeunes et c'est l'un des sujets que nous espérons pouvoir défendre. 🦋

### **Rendre les ODD accessibles ...** **Suite de la page 31**

Par la suite, il a participé au projet *Voices of Youth* de l'UNICEF.

Il soutient également le travail de la Commission des Nations Unies pour le développement durable auprès d'autres organismes environnementaux et encourage les jeunes à s'intéresser aux problèmes causés par le changement climatique.

Le militant camerounais appartient à de nombreuses associations internationales de défense de la jeunesse, notamment *Connect4climate*, une organisation de promotion de l'ODD numéro 13, qui appellent à prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions. Il est également membre du groupe "*The World We Want 2030*", un forum politique et stratégique de l'ONU dédié aux jeunes et qui promeut les ODD.

Titulaire d'un diplôme en chimie environnementale et de gestion de l'Université de Buea au Cameroun, M. Divine a été coprésident du *Climate Development African Youth Platform*, qui mobilise les jeunes sur les questions liées au changement climatique. Il a ainsi animé diverses discussions sur les activités agricoles locales et durables. Il est également un défenseur mondial du numérique et de la jeunesse pour les ODD.

Traduire les ODD dans les langues africaines est un projet entreprenant et ambitieux. En dépit des difficultés de financement, M. Divine maintient qu'*«il n'y a pas d'autres moyens d'amener la majorité des Africains à soutenir les ODD... J'ai dû utiliser mes propres ressources pour organiser les formations et les campagnes de communication. Des jeunes qui ont adhéré à mon projet se sont portés volontaires pour traduire les ODD dans différents pays. Mais beaucoup reste encore à faire.»*

M. Divine envisage de poursuivre la formation des jeunes et espère obtenir le soutien de l'ONU et d'autres organisations qui travaillent sur la promotion des ODD. En parallèle des traductions, le plus important est de s'assurer que les textes suscitent l'engagement souhaité auprès du public cible. 🦋



# Financer les petits exploitants agricoles

—Rita Kimani

**Rita Kimani**, 28 ans, fait partie des jeunes leaders désignés par l'ONU pour promouvoir les 17 Objectifs de développement durable (ODD). Grâce à son initiative, *FarmDrive*, Rita utilise la téléphonie mobile pour relier les petits exploitants agricoles à des institutions de prêt dans les régions rurales du Kenya. Elle s'est entretenue avec **Zipporah Musau** d'*Afrique Renouveau* au sujet de son projet.

**Afrique Renouveau: Pourquoi avez-vous été sélectionnée pour assister à cet événement à l'ONU?**

**Kimani:** Je fais partie des jeunes leaders qui œuvrent pour la promotion des ODD. C'est exactement ce que je fais. J'ai cofondé l'entreprise *FarmDrive* qui aide les agriculteurs au Kenya à obtenir des crédits. Je suis donc ici pour aider la jeunesse à concevoir des programmes visant à engager les jeunes, notamment dans le secteur agricole.

**Vous venez de dire que vous avez fondé FarmDrive. De quoi s'agit-il concrètement?**

*FarmDrive* est un logiciel qui permet aux agriculteurs d'avoir accès aux informations concernant le financement grâce à une application mobile ou l'envoi d'un sms. Les agriculteurs inscrits peuvent solliciter des prêts bancaires. Ils répondent d'abord à quelques questions puis nous les mettons en relation avec les établissements de crédit.

### **Qu'est-ce qui vous a amené à vous lancer ?**

J'ai grandi dans une communauté agricole à Turbo, à environ 300 km au nord-ouest de la capitale, Nairobi, où la plupart des familles cultivent du maïs. Lorsque je me suis inscrite à l'université, j'ai rencontré mon cofondateur Peris Bosire. Nous avons tous deux étudiés l'informatique, mais ce qui nous a surtout rapproché c'est le fait d'avoir grandi dans des communautés agricoles. Nous avons réfléchi sur la manière dont nous pourrions utiliser la technologie pour résoudre certains problèmes des agriculteurs que nous avons constatés ou vécus. C'est ainsi qu'est née l'entreprise FarmDrive au cours de notre dernière année universitaire en 2014.

### **Qui accorde des crédits aux agriculteurs ?**

Nous travaillons avec diverses institutions financières. Pour les agriculteurs qui souscrivent à FarmDrive, le processus est assez simple. Nous extrayons toutes les données dont nous avons besoin, nous analysons les difficultés et dressons un profil de crédit pour chacun. Nous transmettons ensuite ces informations à diverses institutions financières pour leur permettre de prendre des décisions éclairées. Nous formulons également des propositions sur le montant du crédit que nous jugeons approprié pour chaque agriculteur et les modalités de remboursement.

### **Avec combien d'agriculteurs travaillez-vous ?**

Plus de trois mille agriculteurs se sont inscrits jusqu'à présent. Parmi eux, environ 400 se sont vus attribuer un crédit grâce à notre intermédiaire depuis mai 2015, date à laquelle nous sommes devenus pleinement opérationnels. Nous avons des clients dans 16 des 47 comtés du Kenya. La majorité d'entre eux exerce dans l'horticulture, la volaille, les produits laitiers ou le maïs. Notre objectif est d'atteindre 100 000 agriculteurs.

### **Qu'est ce qui fait la spécificité de FarmDrive ?**

Les agriculteurs au Kenya, et en Afrique plus largement, n'ont pas suffisamment accès au secteur financier et aux services

bancaires. Nous les appelons les "dossiers maigres" : si vous recherchez des informations financières à leur sujet, vous en obtiendrez peu car les établissements de crédit exigent le plus souvent un historique de crédit, un relevé bancaire, et de sérieuses garanties. Mais cela ne signifie pas que les agriculteurs qui en sont dépourvus sont de mauvais emprunteurs. Nous nous sommes demandés comment les institutions financières pouvaient procéder autrement afin d'identifier ces agriculteurs, comprendre les risques et offrir des produits financiers adaptés. C'est pourquoi nous avons conçu cette technologie pour collecter des données sur ces agriculteurs et les mettre en relation avec ces institutions.

### **A quel niveau interviennent les ODD ?**

L'une des choses que je trouve intéressante avec les ODD c'est l'idée que personne n'est laissé pour compte. Voilà ce qui m'attire. Selon moi, cela signifie que plus personne ne souffrira de la faim et ne sera pauvre. C'est un immense défi.

### **Êtes-vous agricultrice vous-même ?**

Oui, bien que je ne possède pas de terres. Je loue une serre où je cultive des tomates et des poivrons.

### **Comment vous voyez-vous dans les 10 prochaines années ?**

Je suis passionnée par le développement de programmes qui fonctionnent réellement pour les agriculteurs africains, en particulier les jeunes. Notre vision chez FarmDrive est d'aider les agriculteurs à être autosuffisants en ayant accès aux ressources, non seulement pour nourrir leur famille mais également pour prospérer.

### **Comment éveiller l'intérêt des jeunes pour l'agriculture ?**

Je souhaite voir plus de jeunes engagés dans l'agriculture, parce que c'est là que se trouvent les opportunités. L'agriculture peut permettre à l'Afrique de sortir de la pauvreté et d'atteindre un grand nombre des 17 ODD. Nous exhortons les gouvernements et d'autres organisations à impliquer davantage les jeunes en mettant en place des programmes de soutien.

### **Pourquoi les jeunes ne s'intéressent pas à l'agriculture ?**

Quand je les écoute, ils disent clairement qu'ils ne veulent pas être de ceux qui effectuent des travaux manuels comme labourer la terre. Ils ne trouvent pas cela sexy, et on ne peut pas le leur reprocher. Ceux qui ont grandi dans une communauté agricole ont toujours lutté pour joindre les deux bouts, et ont passé tout leur temps à la ferme après l'école. Les parents eux-mêmes ne souhaitent pas que leurs enfants s'engagent dans cette voie après l'obtention de leur diplôme. Mais ce qui est intéressant c'est qu'avec la technologie, les choses changent.

### **Comment pensez-vous que les jeunes puissent être amenés à devenir des citoyens plus productifs ?**

Il est fondamental de s'assurer que nous ne sommes pas uniquement là pour « appuyer » les jeunes, mais plutôt pour « travailler avec eux » afin qu'ils participent pleinement à la conception des programmes et des politiques qui les concernent, et qu'ils soient écoutés. 🌱



A close-up portrait of Samar Mezghanni, a young woman with long dark hair, looking slightly to the right. She is wearing a black top and a thin necklace. The background is a plain, light-colored wall.

JEUNE AMBASSADEUR

# Postes à responsabilité : les jeunes encore sous-représentés

—Samar Mezghanni

A vingt-huit ans, la Tuniso-Irakienne **Samar Samir Mezghanni**, fait partie des 17 Jeunes Leaders des Nations Unies pour les Objectifs de Développement Durable (ODD), qui ont été choisis pour engager leurs pairs dans la mise en œuvre des ODD. Elle a écrit des récits pour enfants sur les ODD et a déjà remporté deux records Guinness. A l'âge de 12 ans, elle a ainsi été déclarée «plus jeune écrivain du monde», puis à 14 ans, «écrivain la plus jeune et le plus prolifique du monde». Dans cet entretien accordé à **Franck Kuwonu d'Afrique Renouveau**, Samar parle de ses activités visant à rendre les ODD plus accessibles aux jeunes et des défis et attentes des jeunes en Tunisie.

**Afrique Renouveau: Qu'est ce qui a motivé votre sélection parmi les Jeunes Leaders des Nations Unies pour les ODD ?**

**Samar:** J'ai écrit des livres de manière créative et innovante pour les enfants, les jeunes et les autres, et utilisé ces histoires pour transmettre simplement les valeurs inscrites dans les ODD.

### Comment expliquez-vous les ODD de manière simple?

Si vous examinez les ODD, ils renvoient à certains besoins fondamentaux qui peuvent être exprimés dans un langage simple. Par exemple, un de mes derniers récits portait sur une mère représentant la planète Terre à ses enfants, qui finissent par se battre. Ces enfants pourraient être les nations du monde, ou des gens. J'y décrit les différentes inégalités qui existent dans le monde et la manière dont nous pouvons les surmonter. Lors de mon discours au Forum de la jeunesse de l'ONU où j'ai été invitée comme conférencière principale ici, à New York, j'ai utilisé une de mes histoires pour articuler ces idées dans un langage accessible aux plus jeunes.

### Comment vous y êtes vous prise?

Fondamentalement, il s'agit de considérer ces objectifs non pas comme un programme institutionnel mais mondial ; pas comme quelque chose qui appartient à l'ONU, mais à tous les peuples du monde ; pas comme un plan d'action pour bureaucrates, mais pour les êtres humains. Si vous adoptez cette perspective, il devient très facile de concevoir des histoires pour enfants qui englobent les ODD.

### Quelle est la situation des jeunes dans votre pays? Quels sont leurs attentes, leurs défis?

Nous rencontrons les mêmes problèmes que les jeunes des autres régions du monde: le chômage, la faible représentation et le manque d'instruction.

Pour la Tunisie, cinq ans après avoir lutté contre un régime oppressif, je pense que les jeunes continuent

à être confrontés à des formes subtiles d'oppression et de répression qui les empêchent de devenir des leaders, en politique évidemment, mais aussi dans d'autres sphères de la société. Je pense que la révolution n'a pas encore ouvert aux jeunes l'accès à des positions de leadership. C'est à mon avis le plus grand défi auquel font face les jeunes en Tunisie.

### Peut-on espérer que ces défis soient bientôt surmontés?

Si *bientôt* signifie un an, je ne pense pas. Si *bientôt* signifie 14 ans, soit le temps restant pour la mise en œuvre des ODD, cela dépendra de la façon dont nous agissons face à ces questions. Je pense donc qu'il y a de l'espoir pour la Tunisie.

### Les jeunes croient-ils pouvoir faire pour changer les choses, ou attendent-ils simplement que les choses changent?

En Tunisie, si quelqu'un croit au changement et, à sa capacité à agir, c'est bien la jeunesse. Mais elle n'est pas entendue, car à l'Assemblée générale de l'ONU, on met davantage l'accent sur les succès et les réalisations des gouvernements. En réalité, si le gouvernement adopte une loi pour lutter contre la corruption ou rendre le pays plus démocratique, ce n'est pas un cadeau qu'il fait aux citoyens, ce sont les citoyens qui l'ont interpellé et l'ont poussé à adopter cette loi. Etant donné que les jeunes représentent la part la plus importante de la population, ce sont eux qui luttent contre la corruption en mettant les dirigeants face à leurs responsabilités et qui les incitent à prendre des mesures.

### Ne pensez-vous pas que le rythme du changement dépendra du degré d'implication des jeunes dans le processus politique ?

Oui absolument. Mais là encore, c'est à double sens. L'implication des jeunes dépend de l'environnement qui leur est offert et de la question de savoir si cette implication ne les expose pas à un risque de persécution.

### Si un jeune Tunisien souhaitait voir une ou deux choses accélérer le rythme du changement, quelles seraient-elles?

Je pense que s'il y a une chose qui doit se produire dans mon pays, et dans toute la région arabe, pour accélérer le changement, c'est de gagner la confiance du peuple. Jusqu'à présent, nos dirigeants ne bénéficient pas véritablement de la confiance des gens, et surtout des jeunes, pour que leur action soit significative. Ils sont remis en question à juste titre par les jeunes. Comme je l'ai dit, la population jeune en Tunisie est assez importante, mais il n'y a pas de jeunes leaders politiques. Les jeunes ne sont toujours pas représentés de la manière la plus transparente, la plus démocratique et la plus représentative qu'il soit. Cela doit changer. 🌸





Le PDG de Facebook Mark Zuckerberg (T-shirt gris) rencontre des entrepreneurs et des développeurs à Nairobi, au Kenya.  Facebook/Mark Zuckerberg

# Le patron de Facebook en veut plus

Malgré tout, la visite de Zuckerberg au Kenya et au Nigéria inspire les technophiles

PAR ELENI MOURDOUKOUTAS

**L**a croissance exponentielle de Facebook en Afrique attire l'attention. En septembre dernier, Mark Zuckerberg, fondateur et PDG de Facebook, s'est rendu au Kenya et au Nigéria, deux pays qui figurent parmi les cinq principaux utilisateurs du réseau social sur le continent.

Selon le site Internet World Stats, en juin 2016, le Nigéria comptait 16 millions d'utilisateurs actifs de Facebook et le Kenya 5,5 millions. Il n'est donc pas surprenant que Mark Zuckerberg dirige ses efforts vers les foyers d'innovation technologique en Afrique, là où les jeunes entrepreneurs du secteur cherchent à s'inspirer des succès du magnat des réseaux sociaux.

Lors de son premier déplacement surprise en Afrique subsaharienne, il a

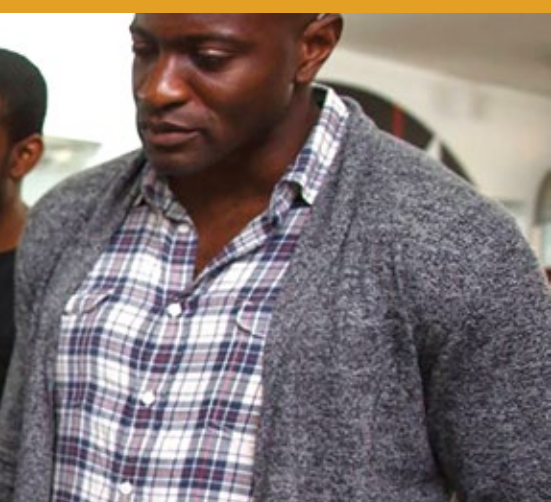
rencontré des « Afropreneurs » – ces jeunes entrepreneurs africains qui débordent d'idées novatrices, sont animés d'une vraie passion pour le changement et contribuent par leur créativité à résoudre les problèmes du continent, ce qui fait que leur popularité ne cesse de croître. Mark Zuckerberg s'est rendu dans quelques-uns des plus importants centres technologiques du Nigéria et du Kenya et beaucoup de ces Afropreneurs ont vu dans sa visite une preuve de l'impact de leur travail au niveau mondial.

Inspiré par le succès du M-Pesakényan – un portefeuille mobile qui permet à ses utilisateurs de mettre de l'argent sur un compte géré avec leurs téléphones et de faire des paiements par SMS sécurisés – M. Zuckerberg a visité iHub, un centre d'innovation de Nairobi destiné à la communauté

technophile et où les entrepreneurs développent et testent leurs idées. Il y a rencontré deux ingénieurs qui ont conçu un système de paiement mobile appelé PayGo Energy, utilisé pour acheter du gaz domestique. Pour le dirigeant de Facebook, ces deux ingénieurs, Fausto Marcigot et Mark O'Keefe, sont une source d'inspiration pour le reste du monde, car ils ont su penser comment l'argent mobile pouvait à la fois bénéficier au développement des entreprises et aux communautés.

À Lagos, M. Zuckerberg a discuté avec les développeurs d'Andela, une start-up qui forme des développeurs de logiciels et leur propose des postes à plein temps auprès d'entreprises internationales. Avec eux, il a non seulement évoqué les obstacles dont souffrent les concepteurs de logiciels





Wi-Fi, les entrepreneurs africains disposeront des équipements et logiciels qui leur permettront de vendre des données Internet en s'octroyant 15% de commission.

« La visite de Mark a validé les efforts immenses mais trop souvent méconnus des jeunes Nigériens et récompensé leur persévérance au travail », a déclaré Idris Ayodeji Bello, qui se présentait comme un Afropreneur nigérian, à la chaîne d'information CNN.

Tout le monde n'était pourtant pas aussi convaincu par la tournée africaine de Mark Zuckerberg.

Certains ont vu dans cette visite un moyen pour le PDG de Facebook de se faire une idée de l'étendue de son empire en Afrique tout en défendant les

intérêts de son entreprise, d'autant plus que le nombre d'abonnés sur le continent a augmenté de 732,8% entre 2010 et 2016, soit plus que dans n'importe quelle autre région du monde sur la même période.

En 2015, environ 65% des Nigériens interrogés dans le cadre d'une enquête de la plateforme de sondage mobile GeoPoll en convenaient : « Facebook c'est Internet. »

Nombreux sont ceux qui soulignent aussi qu'au Kenya, Mark Zuckerberg a rencontré Joseph Mucheru, le Secrétaire du Cabinet du Ministre de l'Information et des Communications – preuve selon eux de l'intention de l'entrepreneur américain de glaner des soutiens pour son entreprise.

Marième Jamme, une entrepreneur du secteur technologique sénégalais et cofondatrice de Africa Gathering, une plateforme mondiale destinée aux entrepreneurs qui veulent partager leurs idées sur le développement en Afrique, a ainsi lancé sur Twitter : « [Mark Zuckerberg] sait que [l'Afrique] est une question de chiffres et d'accès ! Gardons la tête haute, recherchons la collaboration plutôt que la validation. »

Des voix se sont également élevées pour attaquer Free Basics, une plateforme

conçue dans le cadre de l'Initiative Chan Zuckerberg pour fournir un accès gratuit à Internet pour les téléphones mobiles dans les communautés défavorisées. Selon ces critiques, l'initiative n'offre un accès gratuit qu'à une poignée de sites privilégiés et viole donc le principe fondamental de la neutralité du Web (selon lequel les fournisseurs d'accès à Internet doivent donner accès au contenu et aux applications sans favoriser ni bloquer certains sites) dans les 23 pays africains où elle a été introduite et parmi lesquels figurent la République démocratique du Congo, le Kenya, la Mauritanie, le Nigéria ou encore l'Afrique du Sud.

En outre, si l'accès gratuit à Internet n'est offert que sur certains sites, ces critiques estiment que Facebook est dans une position de gardien de cet accès, car il oblige les sites participants à se conformer à certaines « caractéristiques techniques » fixées par le réseau social, comme la taille des images, les mini-applications et le formatage des polices.


Evelyn Namara, une technophile ougandaise spécialisée dans la jeunesse et l'entrepreneuriat, et qui travaille pour l'ACISIS, l'African Civil Society for the Information Society (Société civile africaine pour la société de l'information) a ainsi tweeté : « Je ne suis franchement pas ravie de sa visite, sachant que son programme #freebasics se fait au détriment de l'innovation. »

D'autres encore ont été choqués par le discours quelque peu fleuri sur l'esprit d'entreprise que M. Zuckerberg a tenu au Kenya et au Nigéria. Le jeune journaliste kényan Larry Madowo a même qualifié son approche d'« extrêmement condescendante ».

Le magnat des médias sociaux n'a pas vraiment abordé les questions de financement, que les entrepreneurs considèrent comme leur principal défi. Selon la Société financière internationale (SFI), qui fait partie du Groupe de la Banque mondiale, ce ne sont pas moins de huit petites et moyennes entreprises africaines sur dix qui ne disposent pas de fonds suffisants.

Mais pendant que le jury continue de délibérer sur les motifs et l'impact de la tournée africaine de Mark Zuckerberg, il ne fait guère de doute que ce dernier est parvenu à saisir l'esprit « Afropreneurial » car il a affirmé : « C'est en Afrique que l'avenir se construira ». 🇳🇮



**Mark Zuckerberg avec une entrepreneur nigériane au stand de Facebook Wi-Fi Express, qu'elle dirige à Lagos, au Nigeria.**  Facebook/Mark Zuckerberg

africains, mais aussi les moyens de les connecter avec les entreprises du monde entier. En juin 2016, Andela a reçu un don de 24 millions de dollars de l'Initiative Chan Zuckerberg (CZI).

« Nous vivons dans un monde où le talent est réparti uniformément, mais pas les opportunités. La mission d'Andela est de combler ce fossé », a déclaré M. Zuckerberg à Lagos.

Depuis sa fondation il y a deux ans, Andela a formé plus de deux cents ingénieurs sélectionnés parmi 40 000 candidats. Jeremy Johnson, le PDG, a déclaré au magazine d'affaires américain *Entrepreneur* que la start-up s'était engagée à former 100 000 ingénieurs dans les dix prochaines années. Afin d'accroître la coopération avec les entrepreneurs africains, Facebook a créé Express Wi-Fi, pour pouvoir offrir du Wifi de bonne qualité à des prix abordables aux communautés mal desservies tout en valorisant l'offre des entrepreneurs africains. Grâce à Express

## LES JEUNES ET LES MARCHÉS PUBLICS

# Les marchés publics s'ouvrent aux jeunes

Les appels d'offres peuvent être des outils d'émancipation de la jeunesse

PAR DOYEUN KIM

**C**réer des emplois pour les jeunes dans l'économie formelle est un défi majeur pour tous les pays africains, où les jeunes, majoritaires, sont souvent sans travail.

La plupart des emplois qui leur sont offerts sont faiblement rémunérés. Selon un rapport de 2014 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), intitulé « Autonomisation des jeunes pour un avenir durable », plus de 40% des jeunes travailleurs en Afrique subsaharienne ne sont pas rémunérés.

Ne pouvant trouver du travail dans le secteur formel, les jeunes se tournent vers l'économie informelle – en particulier dans l'agriculture ou auprès d'entreprises individuelles, où ils sont généralement sous-payés. Le secteur informel est essentiel à leur survie mais les opportunités y sont trop peu nombreuses pour leur permettre de participer pleinement à l'effort économique national.

Les marchés publics peuvent être un atout pour la création d'emplois et l'émancipation économique des jeunes. La Banque mondiale estime que le marché mondial des marchés publics représente une manne de quelques 9,5 milliards de dollars.

Dans cette optique, les gouvernements et institutions publiques achètent de plus en plus de biens, ouvrages et services à des entreprises appartenant à, ou dirigées par, des jeunes – augmentant ainsi leurs opportunités d'emploi et possibilités d'autonomisation.

Certains gouvernements se fixent des objectifs de réserves de contrats gouvernementaux destinés aux entreprises dirigées par des jeunes. Dans le cadre de la Loi sur les marchés publics adoptée en 2015, le gouvernement du Kenya réserve ainsi 30% de tous ses appels d'offres aux jeunes,



aux femmes et aux personnes handicapées. Il a aussi lancé une plateforme en ligne, Access to Government Procurement Opportunities, qui permet d'enregistrer et de présélectionner des entreprises dirigées par des jeunes, des femmes ou des personnes handicapées.

En Afrique du Sud, le gouvernement provincial de Gauteng a lancé en 2013 une initiative visant à accroître les dépenses d'achat auprès d'entreprises appartenant à des jeunes en se fixant pour objectif de leur proposer 10% de toutes les offres de marchés publics.

La province de Gauteng recherche aussi activement biens et services dans une base de données gouvernementale d'entreprises dirigées par des jeunes.

### Défi multidimensionnel

Augmenter la part des marchés publics disponible pour les jeunes nécessite aussi de faciliter l'accès au financement, à l'information et à d'autres types de ressources qui font souvent défaut aux jeunes ou aux femmes.

« L'un des obstacles pour tous les acteurs de cette course est celui des capacités », déclarait l'année dernière Zeinab Hussein, la Secrétaire d'état principalement chargée des questions de genre au Kenya, lors d'un panel organisé par UN Development Business (UNDB) à New York.

Mme Hussein insistait notamment sur les besoins en formation et la nécessité de changer les mentalités en matière de gestion des entreprises, non seulement pour les femmes et les jeunes, mais aussi chez les fonctionnaires. Une approche qui implique un renforcement des

compétences des jeunes entrepreneurs par la formation et le mentorat, mais aussi une amélioration du soutien financier qui leur est offert.

En Afrique du Sud par exemple, le renforcement des capacités est piloté par une agence gouvernementale locale, la Gauteng Enterprise Propeller (GEP), qui soutient les jeunes entrepreneurs qui accèdent aux marchés publics et plus généralement à la gestion d'entreprise. Les jeunes étant désavantagés lorsqu'ils sont en concurrence avec des entreprises qui ont plus d'expérience pour les appels d'offres les plus importants du gouvernement, la GEP leur accorde un soutien, financier mais pas seulement, pour rendre leurs réponses à ces appels d'offres plus compétitives.

En créant un environnement favorable aux entreprises pour les groupes sous-représentés, et en donnant aux jeunes accès à des ressources qui leur permettent de participer aux marchés avec succès, les gouvernements peuvent rendre les marchés publics moins exclusifs. Dès lors, il ne fait aucun doute que ces marchés publics joueront un rôle clef dans l'émancipation des jeunes en Afrique. 🌍



### Plus d'information:

Development Business,  
United Nations, New York, 10017.  
Tel. +212-963-1516,  
Email: dbsubscribe@un.org;  
Website: www.devbuiness.com

### Pour toute question sur les avis:

Email: dbusiness@un.org

### Bureau de liaison:

World Bank, Washington, D.C.,  
Tel. +202-458-2397,  
Email: dbhelp@worldbank.org

## Les jeunes élargissent ... Suite de la page 4

brillants. Nous devons leur trouver un emploi », estime M. Olanrewaju. « Lagos veut être la Silicon Valley de l'Afrique, mais beaucoup de jeunes y luttent pour acquérir les compétences et l'expérience nécessaires pour trouver un emploi. »

Ce qui les en empêche en partie, dit-il, c'est le profond fossé générationnel.

« La technologie est encore un phénomène nouveau en Afrique », a confié M. Olanrewaju à *Afrique Renouveau*. « Les personnes au pouvoir sont généralement cinquantenaires et ne sont pas accoutumées à la technologie. » M. Olanrewaju estime que les gouvernements africains ont été lents à intégrer les réalisations technologiques prometteuses conçues par des start-ups du secteur privé ou des sociétés établies que ces start-ups savent attirer. Plus de deux ans après que le gouvernement kényan a annoncé qu'il exigerait que ses minibuses publics, ou *matatus*, utilisent les services de paiement sans numéraire dans un effort de réduction de la corruption entre les opérateurs et la police de la circulation, les propriétaires de *matatu* continuent de résister.

Mais M. Olanrewaju n'est pas surpris par la lenteur à laquelle certains gouvernements africains s'adaptent. « L'innovation n'est généralement pas dirigée par le gouvernement mais par des gens comme vous et moi. »

Et il est bien placé pour le savoir. En tant que directeur de projet pour l'initiative nigérienne Youth LEAD, il a supervisé la formation de 400 étudiants dans différents

domaines de compétences technologiques et initié 25 d'entre eux à l'entrepreneuriat social pour les aider à lancer leur propre entreprise. Selon lui, le secteur privé a joué un rôle essentiel dans la création d'opportunités pour les jeunes dans les TIC.

Pourtant, dit-il, le secteur nigérien de la technologie n'est pas la solution miracle pour les jeunes chômeurs africains. « Tout le monde ne va pas créer une entreprise viable. Si vous disposez vraiment du bon réseau, si votre mentor vous a bien formé et si vous avez accès à des fonds, il n'y a aucune raison de ne pas essayer. En revanche, si vous n'avez pas vraiment assez d'expérience dans la gestion d'une société, pourquoi ne pas trouver un emploi, apprendre quelques rôles novateurs et vous informer sur le fonctionnement d'une entreprise avant de créer la vôtre ? »

### Quand le secteur privé ne suffit pas

Les gouvernements doivent en faire davantage s'ils veulent développer une économie du savoir pour absorber la jeune main-d'œuvre du continent.

« Nous avons beaucoup de talent en Afrique », explique Esther Muchiri, consultante kényane et récente vice-présidente du Kenya IT and Outsourcing Service (KITOS), une association professionnelle de sociétés informatiques et sociétés informatisées.

Les progrès de l'Afrique en matière de création de possibilités d'emploi pour les jeunes intéressés par la technologie sont dus surtout au secteur privé – des entités comme les trois cents centres de technologies et incubateurs d'entreprises africains, notamment iHub à Nairobi, CTIC Dakar

au Sénégal et Bandwidth Barn au Cap, « qui tous font naître de jeunes talents et des idées novatrices », dit Mme Muchiri.

Et d'ajouter : « Ce qui obstrue la scène technologique en Afrique, c'est l'écart entre les innovations et les besoins du marché. » Mme Muchiri explique que trop souvent, les développeurs font des suppositions quant aux désirs ou aux besoins des consommateurs et se rendent compte plus tard que leur idée n'est pas exactement ce que recherche le marché local.

Les pays africains comblent cette lacune notamment grâce à des partenariats avec les principaux établissements d'enseignement mondiaux. De nombreuses universités étrangères assurent déjà le bon fonctionnement de campus satellites en Afrique. Un partenariat entre le Rwanda et l'Université Carnegie-Mellon, une école d'ingénieur de premier plan aux États-Unis, accueille des centaines de jeunes Rwandais dans des programmes menant à des maîtrises en technologie de l'information. Le gouvernement rwandais couvre la moitié des frais de scolarité des étudiants en technologie, allégeant ainsi le poids financier d'une formation technologique.

Le Rwanda abrite également une des plus grandes universités technologiques de l'Afrique, – le Collège des sciences et technologies de l'Université du Rwanda, qui souhaite accueillir 9 000 étudiants d'ici à 2020. Tant que les gouvernements africains continueront d'investir dans l'accès à Internet et à l'enseignement technologique, les possibilités pour les jeunes Africains de trouver un emploi dans le secteur des TI du continent iront sûrement en augmentant. 🇳🇷

## Une jeunesse frustrée mais ... Suite de la page 9

selon le Global Youth Development Index and Report 2016. Par *petite politique*, le rapport entend les enjeux sociaux et environnementaux, principalement au niveau local. « Les jeunes utilisent les médias sociaux pour exprimer leur opinion, participer aux campagnes et organiser des manifestations », indique le rapport.

Toutefois, en dépit de l'élan suscité par le Printemps arabe et de la participation des jeunes grâce à laquelle de nouveaux dirigeants ont été élus au Burkina Faso, en République centrafricaine, au Tchad, au Gabon, au Niger et au Sénégal, l'engagement politique chez les jeunes d'Afrique ne semble pas s'être renforcé.

Selon le Professeur Bratton, cela peut être attribué aux « informations diffusées par les médias et à l'utilisation intensive des réseaux sociaux par les jeunes ». Ceci

a sans doute contribué à offrir une vision faussée de l'influence réelle exercée par les jeunes du continent.

Pourtant, même si les jeunes restent moins engagés que leurs aînés dans toutes les autres catégories de participation politique, à l'exception des manifestations et protestations, l'expérience tanzanienne a montré qu'ils ont sans doute trouvé leur voix sur les réseaux sociaux et qu'ils participent à la vie politique d'une autre manière. 🇹🇿



# AfriqueRenouveau

 [www.un.org/africarenewal/fr](http://www.un.org/africarenewal/fr)



[facebook.com/afriquerenouveau](https://facebook.com/afriquerenouveau)



[twitter.com/ONUAfrique](https://twitter.com/ONUAfrique)



**Votre site d'informations et d'analyses  
sur l'Afrique et les Nations Unies**

**Maintenant disponible sur smartphones, tablettes et eReaders.**

L'Afrique change. Afrique Renouveau aussi, avec son nouveau site internet et un engagement renouvelé à promouvoir le partenariat entre l'Afrique et les Nations Unies.

**Afrique Renouveau en Ligne. C'est l'Afrique nouvelle. L'Afrique en marche.**